



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2008

 **Banque Nationale**  
DE BELGIQUE

Eurosystème

## Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre. Cette deuxième estimation est totalement en ligne avec les données transmises à la fin du mois de septembre dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs ([Procédure déficit excessif PDE](#)).

Cette publication présente les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 1999 à 2008. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques et d'une partie tableaux reprenant les données statistiques. En ce qui concerne cette dernière partie, le premier chapitre présente les recettes et les dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le deuxième reprend les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le troisième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le quatrième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 12 septembre 2009.

# Avant-propos

Les comptes des administrations publiques résultent d'une collaboration étroite entre la Banque nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Cette publication couvre les dix dernières années, soit la période 1999-2008. Pour les besoins des utilisateurs de séries longues, les mêmes tableaux reprenant les données à partir de 1970 sont disponibles via Belgostat on-line sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique.

Le Président du Conseil d'administration  
de l'Institut des comptes nationaux

Lambert Verjus

Bruxelles, septembre 2009



# Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	7
Tableaux	9
1. Tableaux synoptiques	11
1.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	12
1.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	13
1.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	14
1.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	15
1.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	16
1.6 Détail du solde de financement des communautés et régions	17
2. Comptes	19
2.1 Administrations publiques (S.13)	20
2.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	27
2.3 Communautés et régions (S.1312)	35
2.4 Administrations locales (S.1313)	43
2.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	51
3. Impôts et cotisations sociales effectives par type	59
3.1 Reçus par les administrations publiques (S.13)	60
3.2 Reçus par le pouvoir fédéral (S.1311)	65
3.3 Reçus par les communautés et régions (S.1312)	70
3.4 Reçus par les administrations locales (S.1313)	75
3.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	80
3.6 Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	85
3.7 Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	90
4. Détail des prestations sociales	91
4.1 Payées par les administrations publiques (S.13)	92
4.2 Payées par le pouvoir fédéral (S.1311)	93
4.3 Payées par les communautés et régions (S.1312)	94
4.4 Payées par les administrations locales (S.1313)	95
4.5 Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	96

<b>Nouveautés méthodologiques</b>	97
1. Modification méthodologique: le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises	97
2. La révision occasionnelle 2009 et les comptes des administrations publiques	98
3. Impact sur les finances publiques des interventions de l'Etat pour sauvegarder la stabilité financière	100
<b>Publications de l'ICN et personnes de contact</b>	101
<b>Remarques générales</b>	105
<b>Signes conventionnels</b>	107
<b>Liste des abréviations</b>	109

# Commentaire

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2008 établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs présente un déficit de 1,2 p.c. du PIB. Dans le cadre du SEC 1995, le solde de financement n'inclut pas les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux. Ainsi défini, le solde SEC 1995 présente également un déficit de 1,2 p.c. du PIB.

Les recettes ont augmenté de 0,6 p.c. du PIB et se sont établies à 48,8 p.c. du PIB en 2008. Quant aux dépenses primaires, elles ont augmenté de 1,7 p.c. du PIB et se sont élevées à 46,2 p.c. du PIB en 2008. Les charges d'intérêts sont restées stables à 3,8 p.c. du PIB.

**TABEAU 1 DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS<sup>1</sup>**

	2004	2005	2006	2007	2008
<i>(En millions d'euros)</i>					
Recettes totales	142.568	149.464	155.108	161.289	168.198
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	128.577	133.824	139.360	145.027	150.766
Dépenses totales	143.411	157.697	154.294	161.950	172.258
Dépenses primaires	129.818	145.017	141.764	149.121	159.256
dont:					
Rémunérations	34.661	36.422	37.859	39.336	41.552
Prestations sociales	66.741	69.279	71.218	74.797	80.249
Charges d'intérêts	13.593	12.680	12.530	12.829	13.002
Solde primaire	12.750	4.447	13.345	12.168	8.942
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-843	-8.233	814	-661	-4.061
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Recettes totales	49,0	49,4	48,7	48,2	48,8
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	44,2	44,2	43,8	43,3	43,7
Dépenses totales	49,3	52,1	48,5	48,4	49,9
Dépenses primaires	44,6	47,9	44,6	44,5	46,2
Charges d'intérêts	4,7	4,2	3,9	3,8	3,8
Solde primaire	4,4	1,5	4,2	3,6	2,6
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	-0,3	-2,7	0,3	-0,2	-1,2

Source: ICN

<sup>1</sup> Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le solde de financement est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux.

Par ailleurs, un facteur de nature technique accroît de l'ordre de 0,1 p.c. du PIB tant les recettes que les dépenses et n'exerce qu'un effet limité sur le solde de financement. A compter de 2008, l'assurance libre au service des soins de santé "petits risques" des travailleurs indépendants est intégrée dans l'assurance obligatoire et est ainsi généralisée à tous les indépendants. Les prestations "petits risques" qui étaient auparavant à charge des mutualités sont dorénavant octroyées par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI). Les cotisations antérieurement payées par les assurés aux mutualités sont maintenant intégrées aux cotisations sociales obligatoires versées à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI). Quant aux subventions de l'Etat au service "petits risques", elles sont attribuées à la gestion financière globale de l'INASTI et sont donc traitées comme des transferts publics internes à l'ensemble des administrations publiques.

La croissance des *recettes* est due principalement à la progression des recettes fiscales et parafiscales (0,4 p.c. du PIB). La hausse des recettes fiscales et parafiscales résulte de la nette progression des prélèvements sur les revenus du travail, ressentie tant au niveau de l'impôt des personnes physiques que des cotisations sociales. Elle est en partie compensée par la baisse des impôts indirects au dernier trimestre de l'année.

La hausse des *dépenses primaires* est essentiellement imputable aux prestations sociales (1,0 p.c. du PIB) et aux rémunérations (0,3 p.c. du PIB). La croissance des prestations sociales et des rémunérations découle principalement des mécanismes d'indexation.

L'évolution du *solde de financement* de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs.

Le pouvoir fédéral a vu son déficit s'aggraver de 0,5 p.c. du PIB et s'établir à 1,6 p.c. du PIB. Les Communautés et régions, qui avaient clôturé l'année 2007 avec un surplus de 0,4 p.c. du PIB, ont enregistré un déficit de 0,1 p.c. du PIB. Cette évolution résulte en partie de la reprise par la Région flamande d'une partie de la dette des communes sous sa tutelle. Les comptes des administrations locales se sont également clôturés avec un déficit de 0,1 p.c. du PIB alors qu'ils étaient en équilibre en 2007. Les administrations de sécurité sociale ont affiché un surplus de 0,5 p.c. du PIB, du même niveau que celui enregistré l'année précédente.

**TABLEAU 2 BESOIN (-) OU CAPACITÉ (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS**

	2004	2005	2006	2007	2008
<i>(En millions d'euros)</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-342	-7.594	58	-3.556	-5.424
Communautés et régions (S.1312)	-41	354	504	1.235	-205
Administrations locales (S.1313)	-496	-854	-755	-146	-279
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	35	-138	1.008	1.805	1.848
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-843	-8.233	814	-661	-4.061
<i>(En pourcentage du PIB)</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-0,1	-2,5	0,0	-1,1	-1,6
Communautés et régions (S.1312)	0,0	0,1	0,2	0,4	-0,1
Administrations locales (S.1313)	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	-0,1
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,0	0,0	0,3	0,5	0,5
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-0,3	-2,7	0,3	-0,2	-1,2

Source: ICN



## Tableaux



## 1. Tableaux synoptiques

## 1.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	106.526,7	111.675,2	114.988,4	119.383,9	121.325,0	128.577,2	133.824,1	139.359,6	145.027,1	150.765,5
Impôts directs	40.311,9	42.969,3	44.733,3	45.817,5	45.797,7	48.460,9	51.253,8	52.569,9	54.599,3	57.058,2
Ménages	32.108,1	34.322,3	36.125,5	37.091,0	37.237,7	38.861,1	40.600,7	40.607,5	42.251,9	44.836,8
Sociétés	7.997,4	8.362,7	8.370,6	8.449,4	8.214,8	9.373,3	10.446,7	11.781,5	12.127,5	12.060,0
Autres secteurs	206,4	284,3	237,2	277,1	345,2	226,5	206,4	180,9	219,9	161,4
Impôts indirects	31.266,8	32.514,5	32.404,4	33.872,4	34.888,0	37.506,1	39.330,3	41.648,4	42.679,9	43.261,0
Cotisations sociales effectives	33.925,8	35.016,6	36.644,5	38.438,1	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.988,0	45.532,2	48.076,2
Impôts en capital	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.255,9	1.390,4	2.176,8	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1
Cotisations sociales imputées	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.949,5	6.053,2	6.277,7	6.435,2	6.793,9	7.111,8	7.528,3
Intérêts reçus	756,4	781,3	1.088,0	886,3	827,2	628,3	599,8	662,3	740,2	949,1
Autres revenus de la propriété	1.199,5	1.671,6	1.890,5	1.654,5	1.501,5	1.038,7	1.381,0	1.242,2	1.399,3	1.676,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	948,5	884,8	1.058,2	1.063,4	1.079,9	1.109,5	1.375,2	1.429,1	1.304,7	1.349,6
Ventes courantes de biens et services produits	3.210,9	3.306,6	3.658,8	4.162,5	4.389,9	4.566,2	4.967,5	5.359,4	5.545,2	5.768,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	497,7	156,9	267,3	195,0	5.275,4	369,9	881,1	261,6	160,3	160,1
<b>Total Recettes</b>	<b>118.165,0</b>	<b>123.746,2</b>	<b>128.517,7</b>	<b>133.295,1</b>	<b>140.452,1</b>	<b>142.567,5</b>	<b>149.463,9</b>	<b>155.108,1</b>	<b>161.288,6</b>	<b>168.197,7</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	95.590,7	99.203,4	104.211,1	111.370,0	117.490,2	122.424,3	128.845,2	133.624,9	139.696,4	149.631,7
Rémunérations des salariés	28.031,9	29.039,0	30.326,2	32.531,5	33.833,1	34.661,2	36.422,4	37.858,6	39.336,4	41.552,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	7.879,1	8.318,6	8.821,9	10.234,9	10.429,5	10.754,7	11.057,7	11.603,1	12.035,9	12.709,7
Subventions aux entreprises	2.941,4	3.073,4	3.200,4	3.208,6	3.680,0	3.396,7	4.808,8	5.434,2	6.398,6	7.130,5
Prestations sociales	51.840,8	53.895,7	56.651,9	59.791,0	63.276,1	66.740,5	69.278,6	71.217,7	74.797,0	80.248,5
En espèces	37.242,9	38.303,8	39.890,7	42.355,1	44.339,8	46.220,0	47.701,8	49.164,4	51.545,6	54.745,8
En nature fournies par des producteurs marchands	14.597,9	15.591,9	16.761,2	17.435,9	18.936,3	20.520,5	21.576,8	22.053,3	23.251,4	25.502,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.245,7	2.245,1	2.391,1	2.515,9	2.819,6	3.101,8	3.330,0	3.487,3	3.655,7	4.186,2
Transferts courants aux entreprises	633,4	625,4	652,8	661,0	664,6	670,9	699,0	717,5	170,1	175,2
Transferts courants au reste du monde	2.018,4	2.006,2	2.166,8	2.427,1	2.787,3	3.098,5	3.248,7	3.306,5	3.302,7	3.629,2
Charges d'intérêts	16.332,4	16.708,6	16.846,8	15.453,5	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.752,9	12.978,9	13.170,6
Dépenses en capital	7.796,7	8.031,1	6.543,3	6.880,4	8.750,1	7.393,2	16.171,4	8.138,6	9.424,7	9.624,1
Formation brute de capital fixe	4.658,0	4.934,3	4.399,2	4.445,9	4.548,6	4.678,7	5.460,6	5.050,8	5.384,2	5.717,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	20,2	7,2	-370,3	-155,7	23,7	22,6	-49,4	-403,5	37,5	34,2
Transferts en capital aux autres secteurs	3.118,5	3.089,6	2.514,4	2.590,2	4.177,8	2.691,9	10.760,2	3.491,3	4.003,0	3.872,5
<b>Total Dépenses</b>	<b>119.719,8</b>	<b>123.943,1</b>	<b>127.601,2</b>	<b>133.703,9</b>	<b>140.953,5</b>	<b>143.733,3</b>	<b>158.100,0</b>	<b>154.516,4</b>	<b>162.100,0</b>	<b>172.426,4</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>4.722,0</b>	<b>6.502,3</b>	<b>5.986,5</b>	<b>5.020,7</b>	<b>1.582,9</b>	<b>3.680,7</b>	<b>4.781,4</b>	<b>6.315,4</b>	<b>6.237,3</b>	<b>2.865,2</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-1.554,8</b>	<b>-196,9</b>	<b>916,5</b>	<b>-408,8</b>	<b>-501,4</b>	<b>-1.165,8</b>	<b>-8.636,1</b>	<b>591,7</b>	<b>-811,4</b>	<b>-4.228,7</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>14.777,6</b>	<b>16.511,7</b>	<b>17.763,3</b>	<b>15.044,7</b>	<b>14.211,8</b>	<b>12.750,0</b>	<b>4.447,3</b>	<b>13.344,6</b>	<b>12.167,5</b>	<b>8.941,9</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"</b>	<b>-1.537,1</b>	<b>-91,7</b>	<b>1.056,1</b>	<b>-231,8</b>	<b>-290,8</b>	<b>-843,2</b>	<b>-8.232,7</b>	<b>814,3</b>	<b>-661,1</b>	<b>-4.060,5</b>
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	32.966,8	34.441,1	34.233,3	35.472,9	36.588,2	39.021,8	41.017,1	43.440,1	44.598,2	45.177,1

## 1.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Recettes</b>	<b>67.970,7</b>	<b>72.864,8</b>	<b>74.827,0</b>	<b>73.944,0</b>	<b>79.391,3</b>	<b>79.243,9</b>	<b>84.068,2</b>	<b>86.856,4</b>	<b>89.262,5</b>	<b>93.701,3</b>
Recettes fiscales et parafiscales	64.408,1	68.718,2	69.627,6	69.195,4	69.744,2	74.968,1	78.525,1	81.564,6	84.011,5	87.785,1
Impôts directs	37.461,0	40.545,7	41.718,9	41.859,5	41.462,1	43.974,3	46.642,2	47.715,1	49.209,8	52.415,0
Ménages	29.471,7	32.080,8	33.293,9	33.337,8	33.101,4	34.605,6	36.218,4	36.007,3	37.111,3	40.475,9
Sociétés	7.782,9	8.180,6	8.187,8	8.244,6	8.015,5	9.142,2	10.217,4	11.526,9	11.878,6	11.777,7
Autres secteurs	206,4	284,3	237,2	277,1	345,2	226,5	206,4	180,9	219,9	161,4
Impôts indirects	25.545,7	26.718,3	26.450,8	25.863,0	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.904,5
Cotisations sociales effectives	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.294,0
Impôts en capital	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6
Cotisations sociales imputées	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.868,0	1.951,3
Intérêts reçus	464,1	527,5	744,1	592,6	573,5	433,9	418,5	436,5	444,8	585,5
Autres revenus de la propriété	71,2	548,3	749,7	570,4	451,7	223,9	520,5	496,9	639,4	907,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	457,6	400,2	502,9	517,8	551,0	485,8	682,9	775,5	647,8	717,5
Ventes courantes de biens et services produits	512,5	563,0	808,7	839,5	947,0	1.023,5	1.307,5	1.407,1	1.456,4	1.549,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	247,1	249,7	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,9	153,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	46,8	48,2	178,1	82,7	5.032,3	187,0	728,1	142,9	44,6	46,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	6,0	6,1	176,0	4,4	3,2	3,2	4,0	97,6	3,1	5,1
<b>Dépenses</b>	<b>71.751,5</b>	<b>74.029,5</b>	<b>77.212,4</b>	<b>74.635,1</b>	<b>78.624,4</b>	<b>79.908,1</b>	<b>92.065,8</b>	<b>87.021,4</b>	<b>92.968,8</b>	<b>99.293,4</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	54.305,5	55.913,5	59.085,4	58.573,0	62.124,8	65.305,3	70.287,6	73.490,1	77.768,3	84.178,2
Rémunérations des salariés	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.034,6	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.062,0	8.482,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.932,6	2.192,9	2.271,6	2.339,6	2.323,8	2.343,5	2.394,3	2.328,9	2.594,1	2.948,4
Subventions aux entreprises	1.442,2	1.439,7	1.419,4	1.336,4	1.637,5	1.267,7	2.030,6	2.357,0	2.925,1	3.346,9
Prestations sociales	5.751,1	5.904,5	5.989,0	6.154,8	6.564,5	5.863,0	6.058,9	6.195,4	7.267,3	7.697,6
En espèces	4.660,4	4.798,5	4.843,8	5.015,2	5.304,7	5.806,7	5.969,9	6.136,0	7.209,9	7.658,9
En nature fournies par des producteurs marchands	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	38,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	265,3	283,6	350,8	382,6	450,8	425,9	573,8	533,8	483,6	554,6
Transferts courants aux entreprises	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	1.958,8	1.951,1	2.113,3	2.351,3	2.711,0	2.998,6	3.148,4	3.202,0	3.162,8	3.495,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.519,8	13.836,9	15.039,8
Charges d'intérêts	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,0	12.485,9
Dépenses en capital	2.204,8	2.481,4	2.381,5	1.419,8	2.762,0	1.562,5	9.338,7	1.199,5	2.807,5	2.629,3
Formation brute de capital fixe	606,9	575,8	318,4	535,0	439,4	461,4	558,2	102,4	649,3	785,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	18,9	5,8	-399,5	-182,5	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	6,0
Transferts en capital aux autres secteurs	1.398,8	1.473,6	1.012,3	1.020,5	2.173,5	417,2	8.701,1	1.471,7	2.092,0	1.756,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	180,2	426,2	1.450,3	46,8	146,2	676,2	162,2	55,8	57,7	81,5
Épargne brute	-1.758,0	1.129,5	-491,5	558,0	-1.605,0	93,8	485,6	590,5	-1.109,2	-3.185,8
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-3.780,8</b>	<b>-1.164,7</b>	<b>-2.385,4</b>	<b>-691,1</b>	<b>766,9</b>	<b>-664,2</b>	<b>-7.997,6</b>	<b>-165,0</b>	<b>-3.706,3</b>	<b>-5.592,1</b>

### 1.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Recettes</b>	<b>32.660,7</b>	<b>33.290,7</b>	<b>36.340,5</b>	<b>36.816,5</b>	<b>39.053,8</b>	<b>40.921,1</b>	<b>43.138,1</b>	<b>45.060,7</b>	<b>47.489,3</b>	<b>49.937,6</b>
Recettes fiscales et parafiscales	2.791,4	2.925,5	3.056,7	5.467,7	5.961,8	6.394,7	6.981,6	7.439,7	7.772,2	7.790,4
Impôts directs	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	954,7
Ménages	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	954,7
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.873,8	1.863,4	1.901,2	3.450,5	3.640,9	3.773,7	4.145,5	4.408,2	4.666,3	4.599,6
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	31,8	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	37,6
Impôts en capital	893,0	1.041,9	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,5	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5
Cotisations sociales imputées	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.634,8	3.847,9	4.050,9	4.319,8
Intérêts reçus	122,2	90,7	131,8	132,9	90,0	106,7	78,3	108,1	178,2	211,6
Autres revenus de la propriété	66,8	52,1	47,9	77,8	92,6	111,0	112,5	89,8	94,1	102,4
Transferts courants en provenance des autres secteurs	286,4	242,8	260,0	242,1	272,1	302,5	380,2	401,4	398,6	369,5
Ventes courantes de biens et services produits	1.476,7	1.500,0	1.580,3	1.964,6	2.051,7	2.070,0	2.111,9	2.316,6	2.327,5	2.346,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.498,8	4.758,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	28,0	16,9	29,2	31,5	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	38,9	32,6	49,5	31,8	134,5	491,0	123,3	42,2	48,0	69,4
<b>Dépenses</b>	<b>31.739,5</b>	<b>32.680,4</b>	<b>34.387,2</b>	<b>37.198,5</b>	<b>39.028,1</b>	<b>40.962,0</b>	<b>42.784,3</b>	<b>44.557,0</b>	<b>46.253,9</b>	<b>50.143,0</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	27.182,5	28.163,9	29.758,0	32.645,8	34.541,1	35.916,9	37.859,7	39.785,7	41.506,5	44.320,2
Rémunérations des salariés	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.062,5	19.154,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	3.090,4	3.211,2	3.513,5	4.392,0	4.593,2	4.752,4	4.771,3	5.163,8	5.277,7	5.492,1
Subventions aux entreprises	852,5	877,4	838,6	950,4	971,7	898,6	1.313,0	1.299,4	1.406,9	1.375,2
Prestations sociales	3.796,9	4.140,1	4.529,4	5.053,8	5.280,3	5.745,6	6.114,2	6.455,1	6.837,5	7.382,7
En espèces	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.193,4	4.425,2	4.678,1	4.987,6
En nature fournies par des producteurs marchands	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.421,7	1.378,7	1.398,2	1.483,0	1.679,7	1.919,5	1.962,3	2.101,6	2.263,5	2.641,1
Transferts courants aux entreprises	56,6	60,9	77,2	83,6	84,2	91,3	99,9	99,3	98,6	101,5
Transferts courants au reste du monde	59,6	55,1	53,5	75,8	76,3	78,4	81,2	84,8	87,3	87,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.449,4	6.867,1	7.259,5	7.472,5	8.085,0
Charges d'intérêts	715,5	723,5	769,1	660,1	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	520,3
Dépenses en capital	3.841,5	3.793,0	3.860,1	3.892,6	3.821,1	4.451,6	4.467,8	4.406,5	4.286,2	5.302,5
Formation brute de capital fixe	1.875,1	1.820,3	2.009,9	2.104,4	2.008,0	2.068,4	2.047,8	2.079,8	2.093,8	2.138,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	3,7	8,2	-3,5	3,7	4,7	-3,9	9,4	2,9	5,0	4,2
Transferts en capital aux autres secteurs	1.394,6	1.344,9	1.216,2	1.291,6	1.346,1	1.884,4	1.754,7	1.735,6	1.635,2	1.788,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	568,1	619,6	637,5	492,9	462,3	502,7	655,9	588,2	552,2	1.371,7
Épargne brute	3.802,8	3.311,8	4.662,1	2.275,0	2.384,5	2.326,8	2.913,2	2.872,5	3.379,2	2.789,0
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>921,2</b>	<b>610,3</b>	<b>1.953,3</b>	<b>-382,0</b>	<b>25,7</b>	<b>-40,9</b>	<b>353,8</b>	<b>503,7</b>	<b>1.235,4</b>	<b>-205,4</b>

## 1.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Recettes</b>	<b>15.435,6</b>	<b>15.666,0</b>	<b>16.461,5</b>	<b>17.663,7</b>	<b>19.029,0</b>	<b>19.309,1</b>	<b>20.390,6</b>	<b>21.136,4</b>	<b>22.274,2</b>	<b>23.193,4</b>
Recettes fiscales et parafiscales	5.143,2	4.741,5	5.307,7	5.857,6	6.253,9	6.385,2	6.618,4	7.001,6	7.602,3	6.884,1
Impôts directs	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.391,6	2.414,4	2.508,5	2.710,6	3.168,7	2.420,2
Ménages	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.391,6	2.414,4	2.508,5	2.710,6	3.168,7	2.420,2
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.268,4	4.407,9	4.437,3
Cotisations sociales effectives	18,3	22,8	21,8	20,2	20,0	21,7	22,5	22,6	25,7	26,6
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	908,2	912,1	955,9	1.018,1	1.053,6	1.104,8	1.059,9	1.119,5	1.172,0	1.235,4
Intérêts reçus	120,2	126,2	164,4	132,4	136,2	135,9	140,3	162,3	151,6	128,2
Autres revenus de la propriété	1.061,5	1.071,2	1.092,9	1.006,3	957,2	703,8	748,0	655,5	665,8	667,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs	123,2	126,3	219,2	181,8	181,9	204,7	213,1	212,3	213,8	217,3
Ventes courantes de biens et services produits	1.154,5	1.177,6	1.196,2	1.302,3	1.353,3	1.431,2	1.509,4	1.592,1	1.707,9	1.821,5
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.325,9	8.619,9	9.198,5	9.600,1	10.034,6	10.902,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	45,2	45,8	31,1	53,0	148,6	65,9	56,4	43,2	35,8	35,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	578,1	911,8	574,0	506,2	473,1	516,1	697,7	603,8	564,3	1.190,1
<b>Dépenses</b>	<b>15.554,0</b>	<b>16.521,2</b>	<b>16.790,9</b>	<b>18.257,3</b>	<b>19.453,1</b>	<b>19.805,1</b>	<b>21.244,6</b>	<b>21.891,5</b>	<b>22.420,1</b>	<b>23.472,4</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	12.639,7	13.266,7	13.887,6	15.647,0	16.132,1	16.638,8	17.567,0	18.340,1	19.028,3	19.819,8
Rémunérations des salariés	7.966,9	8.331,6	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.376,2	11.033,1	11.493,4	11.930,4	12.559,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.195,8	2.253,3	2.335,7	2.754,3	2.733,0	2.853,6	3.055,5	3.246,2	3.269,8	3.327,8
Subventions aux entreprises	229,6	207,4	302,1	314,2	320,7	326,6	332,1	344,6	357,6	371,0
Prestations sociales	1.676,5	1.866,7	1.939,4	2.148,7	2.221,0	2.307,0	2.351,8	2.446,4	2.574,4	2.711,7
En espèces	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.764,3	1.797,3	1.861,7	1.880,1	1.958,7	2.068,7	2.171,5
En nature fournies par des producteurs marchands	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	414,1	447,1	481,0	513,9	527,4	523,8	551,5	568,4	589,4	608,9
Transferts courants aux entreprises	41,1	44,1	56,0	60,7	61,0	66,2	72,4	72,0	71,5	73,7
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	115,7	116,5	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	235,2	167,6
Charges d'intérêts	494,9	526,8	653,1	585,0	645,6	649,1	548,5	431,6	517,9	591,3
Dépenses en capital	2.419,4	2.727,7	2.250,2	2.025,3	2.675,4	2.517,2	3.129,1	3.119,8	2.873,9	3.061,3
Formation brute de capital fixe	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.108,2	2.804,4	2.823,7	2.584,6	2.717,1
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8	24,0	24,0	24,0	24,0
Transferts en capital aux autres secteurs	298,8	245,3	266,1	267,1	644,0	384,1	293,8	266,8	259,8	308,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4
Épargne brute	1.677,7	914,9	1.315,7	872,5	1.629,6	1.439,2	1.521,0	1.717,7	2.127,9	1.556,4
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-118,4</b>	<b>-855,2</b>	<b>-329,4</b>	<b>-593,6</b>	<b>-424,1</b>	<b>-496,0</b>	<b>-854,0</b>	<b>-755,1</b>	<b>-145,9</b>	<b>-279,0</b>

1.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Recettes</b>	<b>44.561,0</b>	<b>45.833,0</b>	<b>48.864,6</b>	<b>50.511,5</b>	<b>51.401,8</b>	<b>56.234,0</b>	<b>58.327,8</b>	<b>61.269,8</b>	<b>64.436,8</b>	<b>69.355,7</b>
Recettes fiscales et parafiscales	34.184,0	35.290,0	36.996,4	38.863,2	39.365,1	40.829,2	41.699,0	43.353,7	45.641,1	48.305,9
Impôts directs	796,6	783,6	853,3	894,9	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.268,3
Ménages	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
Sociétés	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	752,1	833,9	844,8	971,5	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6
Cotisations sociales effectives	32.635,3	33.672,5	35.298,3	36.996,8	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.213,4	45.718,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	20,9	21,8
Intérêts reçus	300,1	307,3	386,6	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	451,2
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	81,3	115,5	76,1	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	45,3
Ventes courantes de biens et services produits	67,2	66,0	73,6	56,1	37,9	41,5	38,7	43,6	53,4	50,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.194,3	7.047,8	7.671,2
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	377,7	46,0	28,9	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0
<b>Dépenses</b>	<b>43.137,8</b>	<b>44.620,3</b>	<b>47.186,6</b>	<b>49.253,6</b>	<b>52.271,7</b>	<b>56.198,7</b>	<b>58.466,1</b>	<b>60.261,7</b>	<b>62.631,4</b>	<b>67.507,9</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	42.923,9	44.447,5	46.855,0	49.160,7	52.163,4	56.144,1	58.404,6	60.104,8	62.557,9	67.411,8
Rémunérations des salariés	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,5	1.355,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	660,3	661,2	701,1	749,0	779,5	805,2	836,6	864,2	894,3	941,4
Subventions aux entreprises	417,1	548,9	640,3	607,6	750,1	903,8	1.133,1	1.433,2	1.709,0	2.037,4
Prestations sociales	40.616,3	41.984,4	44.194,1	46.433,7	49.210,3	52.824,9	54.753,7	56.120,8	58.117,8	62.456,5
En espèces	28.424,9	29.012,3	30.230,2	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.658,4	36.644,5	37.588,9	39.927,8
En nature fournies par des producteurs marchands	12.191,4	12.972,1	13.963,9	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,9	22.528,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	232,6	242,4	283,5	319,2	381,6
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	46,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	143,1	168,1	158,1	167,9	145,8	206,9	227,8	143,2	183,5	193,0
Charges d'intérêts	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5
Dépenses en capital	82,9	78,7	313,6	85,1	102,4	46,9	60,8	156,4	72,5	95,6
Formation brute de capital fixe	56,6	52,9	122,8	74,1	88,2	40,7	50,2	44,9	56,5	76,9
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	26,3	25,8	19,8	11,0	14,2	6,2	10,6	17,2	16,0	18,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0
Épargne brute	999,5	1.146,1	500,2	1.315,2	-826,2	-179,1	-138,4	1.134,7	1.839,4	1.705,6
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>1.423,2</b>	<b>1.212,7</b>	<b>1.678,0</b>	<b>1.257,9</b>	<b>-869,9</b>	<b>35,3</b>	<b>-138,3</b>	<b>1.008,1</b>	<b>1.805,4</b>	<b>1.847,8</b>



## 1.6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Communauté flamande	1.148,4	839,2	1.787,4	-320,5	85,6	159,6	307,3	581,1	1.018,2	-65,7
Communauté française	-182,8	-185,2	-57,1	-88,9	-32,0	-10,5	7,6	15,6	-32,6	58,6
Région wallonne	-263,2	-234,0	135,8	-6,3	-63,4	-100,3	-46,5	16,2	224,9	-191,3
Région de Bruxelles-Capitale	155,0	170,0	121,7	10,6	63,7	-92,7	65,3	-55,4	6,9	-0,9
Communauté germanophone	-6,3	-0,1	-2,9	-3,4	-4,7	2,2	1,2	0,2	2,1	3,8
Commission communautaire française	16,0	-3,9	-3,1	-1,4	-5,0	-7,3	1,6	-8,9	5,5	-2,3
Commission communautaire flamande	0,9	16,1	16,6	23,8	23,0	14,7	20,9	0,9	-7,8	20,1
Commission communautaire commune	3,0	2,3	0,8	3,3	8,8	-7,6	-4,2	6,0	10,3	3,0
Ajustement statistique	50,2	6,2	-45,8	0,8	-50,3	1,0	0,7	-52,1	7,9	-30,8
<b>Total</b>	<b>921,3</b>	<b>610,7</b>	<b>1.953,4</b>	<b>-382,0</b>	<b>25,7</b>	<b>-40,9</b>	<b>353,9</b>	<b>503,6</b>	<b>1.235,4</b>	<b>-205,5</b>



## 2. Comptes

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	39.772,4	41.413,9	43.292,1	47.032,3	48.632,4	49.986,3	52.414,9	54.801,7	56.952,5	60.064,1
Production marchande (P.11)	1.241,6	1.278,2	1.487,2	1.771,3	1.822,8	1.848,9	1.950,1	2.073,4	2.147,7	2.216,3
Production pour usage final propre (P.12)	192,0	188,5	212,0	246,6	288,6	314,7	335,4	362,0	388,0	426,5
Autre production non marchande (P.13)	38.338,8	39.947,2	41.592,9	45.014,4	46.521,0	47.822,7	50.129,4	52.366,3	54.416,8	57.421,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.777,3	1.839,9	1.959,6	2.144,6	2.278,5	2.402,6	2.682,0	2.924,0	3.009,5	3.125,6
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	36.561,5	38.107,3	39.633,3	42.869,8	44.242,5	45.420,1	47.447,4	49.442,3	51.407,3	54.295,7
<b>Total Ressources</b>	<b>39.772,4</b>	<b>41.413,9</b>	<b>43.292,1</b>	<b>47.032,3</b>	<b>48.632,4</b>	<b>49.986,3</b>	<b>52.414,9</b>	<b>54.801,7</b>	<b>56.952,5</b>	<b>60.064,1</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	7.838,9	8.269,9	8.767,2	10.185,2	10.324,6	10.728,9	11.029,7	11.556,8	11.978,7	12.692,4
Valeur ajoutée brute (B.1b)	31.933,5	33.144,0	34.524,9	36.847,1	38.307,8	39.257,4	41.385,2	43.244,9	44.973,8	47.371,7
Consommation de capital fixe (K.1)	3.883,2	4.085,9	4.181,1	4.291,0	4.449,0	4.567,5	4.926,2	5.350,0	5.602,3	5.781,5
Valeur ajoutée nette (B.1n)	28.050,3	29.058,1	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.689,9	36.459,0	37.894,9	39.371,5	41.590,2
<b>Total Emplois</b>	<b>39.772,4</b>	<b>41.413,9</b>	<b>43.292,1</b>	<b>47.032,3</b>	<b>48.632,4</b>	<b>49.986,3</b>	<b>52.414,9</b>	<b>54.801,7</b>	<b>56.952,5</b>	<b>60.064,1</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	28.050,3	29.058,1	30.343,8	32.556,1	33.858,8	34.689,9	36.459,0	37.894,9	39.371,5	41.590,2
<b>Total Ressources</b>	<b>28.050,3</b>	<b>29.058,1</b>	<b>30.343,8</b>	<b>32.556,1</b>	<b>33.858,8</b>	<b>34.689,9</b>	<b>36.459,0</b>	<b>37.894,9</b>	<b>39.371,5</b>	<b>41.590,2</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	28.031,9	29.039,0	30.326,2	32.531,5	33.833,1	34.661,2	36.422,4	37.858,6	39.336,4	41.552,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	19.930,3	20.644,0	21.681,5	23.212,8	23.995,5	24.507,2	25.911,6	26.854,5	27.821,8	29.425,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	8.101,6	8.395,0	8.644,7	9.318,7	9.837,6	10.154,0	10.510,8	11.004,1	11.514,6	12.127,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	3.076,3	3.125,2	3.078,2	3.369,2	3.784,4	3.876,3	4.075,6	4.210,2	4.402,8	4.599,0
A destination des administrations publiques	2.767,4	2.833,9	2.778,6	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,7	4.039,1	4.230,4
A destination des autres secteurs	308,9	291,3	299,6	311,6	333,5	314,6	341,2	311,5	363,7	368,6
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.949,5	6.053,2	6.277,7	6.435,2	6.793,9	7.111,8	7.528,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	18,4	19,1	17,6	24,6	25,7	28,7	36,6	36,3	35,1	37,8
<b>Total Emplois</b>	<b>28.050,3</b>	<b>29.058,1</b>	<b>30.343,8</b>	<b>32.556,1</b>	<b>33.858,8</b>	<b>34.689,9</b>	<b>36.459,0</b>	<b>37.894,9</b>	<b>39.371,5</b>	<b>41.590,2</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	18,4	19,1	17,6	24,6	25,7	28,7	36,6	36,3	35,1	37,8
Impôts sur la production et les importations (D.2)	31.266,8	32.514,5	32.404,4	33.872,4	34.888,0	37.506,1	39.330,3	41.648,4	42.679,9	43.261,0
Impôts sur les produits (D.21)	26.496,8	27.775,9	27.497,4	28.924,9	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.517,6	37.261,5	37.183,1
Taxe du type TVA (D.211)	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	9.625,8	9.907,2	9.866,5	10.230,4	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.565,3	12.949,1	12.642,8
Autres impôts sur la production (D.29)	4.770,0	4.738,6	4.907,0	4.947,5	5.306,5	5.399,0	5.327,3	6.130,8	5.418,4	6.077,9
Subventions (D.3)	-2.941,4	-3.073,4	-3.200,4	-3.208,6	-3.680,0	-3.396,7	-4.808,8	-5.434,2	-6.398,6	-7.130,5
Subventions sur les produits (D.31)	-1.252,1	-1.270,3	-1.366,1	-1.332,3	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,2	-2.307,7	-2.306,6
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.252,1	-1.270,3	-1.366,1	-1.332,3	-1.620,4	-1.158,6	-2.094,8	-2.075,2	-2.307,7	-2.306,6
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.689,3	-1.803,1	-1.834,3	-1.876,3	-2.059,6	-2.238,1	-2.714,0	-3.359,0	-4.090,9	-4.823,9
Revenus de la propriété (D.4)	2.206,1	2.723,3	3.317,4	2.982,5	2.670,5	2.041,8	2.342,9	2.280,3	2.533,7	3.053,2
Intérêts (D.41)	1.006,6	1.051,7	1.426,9	1.328,0	1.169,0	1.003,1	961,9	1.038,1	1.134,4	1.376,5
En provenance des administrations publiques	250,2	270,4	338,9	441,7	341,8	374,8	362,1	375,8	394,2	427,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	235,8	233,1	293,4	384,9	261,5	286,2	299,0	302,3	324,1	329,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	14,4	37,3	45,5	56,8	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	756,4	781,3	1.088,0	886,3	827,2	628,3	599,8	662,3	740,2	949,1
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	713,4	725,1	1.018,8	850,7	792,9	603,3	548,1	601,9	652,1	877,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.067,1	1.560,1	1.759,4	1.499,7	1.343,4	842,5	1.170,5	1.013,3	1.149,9	1.418,7
Dividendes (D.421)	1.013,2	1.521,4	1.720,7	1.457,1	1.312,1	810,1	1.136,5	974,7	1.118,1	1.384,7
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	53,9	38,7	38,7	42,6	31,3	32,4	34,0	38,6	31,8	34,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	10,4	10,6	14,7	15,3	15,0	15,6	16,8	17,6	18,9	19,5
Loyers (D.45)	122,0	100,9	116,4	139,5	143,1	180,6	193,7	211,3	230,5	238,5
<b>Total Ressources</b>	<b>30.549,9</b>	<b>32.183,5</b>	<b>32.539,0</b>	<b>33.670,9</b>	<b>33.904,2</b>	<b>36.179,9</b>	<b>36.901,0</b>	<b>38.530,8</b>	<b>38.850,1</b>	<b>39.221,5</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	16.586,0	16.982,9	17.189,7	15.904,0	15.060,6	14.296,3	13.451,0	13.139,0	13.379,5	13.604,4
Intérêts (D.41)	16.582,6	16.979,0	17.185,7	15.895,2	15.055,0	14.290,6	13.445,5	13.128,7	13.373,1	13.598,0
Versés aux administrations publiques	250,2	270,4	338,9	441,7	341,8	374,8	362,1	375,8	394,2	427,4
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4,2	4,8	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7
Versés aux administrations locales	54,2	67,7	56,3	34,7	51,0	51,6	38,8	51,8	60,9	29,9
Versés aux administrations de sécurité sociale	180,4	181,4	261,4	357,7	255,8	286,1	284,8	270,5	287,7	321,3
Versés aux autres secteurs	16.332,4	16.708,6	16.846,8	15.453,5	14.713,2	13.915,8	13.083,4	12.752,9	12.978,9	13.170,6
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	16.592,9	16.940,8	16.923,6	15.806,4	14.880,6	14.072,4	13.413,5	13.228,0	13.266,0	13.309,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	3,4	3,9	4,0	8,8	5,6	5,7	5,5	10,3	6,4	6,4
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	13.963,9	15.200,6	15.349,3	17.766,9	18.843,6	21.883,6	23.450,0	25.391,8	25.470,6	25.617,1
<b>Total Emplois</b>	<b>30.549,9</b>	<b>32.183,5</b>	<b>32.539,0</b>	<b>33.670,9</b>	<b>33.904,2</b>	<b>36.179,9</b>	<b>36.901,0</b>	<b>38.530,8</b>	<b>38.850,1</b>	<b>39.221,5</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	13.963,9	15.200,6	15.349,3	17.766,9	18.843,6	21.883,6	23.450,0	25.391,8	25.470,6	25.617,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	40.311,9	42.969,3	44.733,3	45.817,5	45.797,7	48.460,9	51.253,8	52.569,9	54.599,3	57.058,2
Impôts sur le revenu (D.51)	38.861,9	41.606,1	43.316,6	44.047,4	44.064,0	46.624,7	48.920,5	50.757,8	52.703,4	55.124,0
En provenance des administrations publiques	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
En provenance des autres secteurs	38.821,7	41.557,4	43.262,0	43.997,7	43.959,1	46.598,9	48.892,5	50.711,5	52.646,2	55.106,7
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	7.702,4	8.088,9	8.091,5	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.367,5	11.626,5	11.494,4
En provenance des ménages	30.990,6	33.273,4	35.028,9	35.666,0	35.843,1	37.445,1	38.939,0	39.253,0	40.889,3	43.500,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9
Autres impôts courants (D.59)	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.836,2	2.333,3	1.812,1	1.895,9	1.934,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.836,2	2.333,3	1.812,1	1.895,9	1.934,2

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	295,0	273,8	279,1	307,8	303,2	381,9	630,9	414,0	501,0	565,6
En provenance des ménages	1.117,5	1.048,9	1.096,6	1.425,0	1.394,6	1.416,0	1.661,7	1.354,5	1.362,6	1.336,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	38.951,1	40.286,4	42.211,0	44.387,6	45.302,1	46.711,1	47.802,4	49.781,9	52.644,0	55.604,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	33.925,8	35.016,6	36.644,5	38.438,1	39.248,9	40.433,4	41.367,2	42.988,0	45.532,2	48.076,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	20.685,9	21.035,7	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.557,6	28.970,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	20.685,9	21.035,7	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.557,6	28.970,3
A charge des administrations publiques	2.767,4	2.833,9	2.778,6	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,7	4.039,1	4.230,4
A charge des autres secteurs	17.918,6	18.201,7	19.149,3	20.117,0	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,4	23.518,5	24.739,9
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.315,7	10.941,4	11.576,6	11.963,4	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.028,5	13.941,4	14.588,5
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.310,3	10.936,0	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.027,4	13.940,4	14.587,7
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	0,8
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.924,2	3.039,5	3.139,9	3.300,1	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.517,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.875,0	2.990,7	3.092,1	3.252,7	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.463,3
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.949,5	6.053,2	6.277,7	6.435,2	6.793,9	7.111,8	7.528,3
Autres transferts courants (D.7)	42.409,4	43.473,0	46.433,1	45.719,9	48.551,1	52.690,3	56.648,9	59.524,9	62.469,3	67.447,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	59,2	75,2	95,8	96,0	105,4	123,2	140,4	133,8	132,8	136,8
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	41.460,9	42.588,2	45.374,9	44.656,5	47.471,2	51.580,8	55.273,7	58.095,8	61.164,6	66.098,3
Transferts de recettes fiscales	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	15.214,9	15.703,0	16.501,9	17.540,9	19.033,8	19.327,9	20.190,2	21.091,6	21.728,1	23.485,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.519,8	13.836,9	15.039,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.449,4	6.867,1	7.259,5	7.472,5	8.085,0
En provenance des administrations locales	115,7	116,5	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	235,2	167,6
En provenance des administrations de sécurité sociale	143,1	168,1	158,1	167,9	145,8	206,9	227,8	143,2	183,5	193,0
Coopération internationale courante (D.74)	279,5	187,9	262,1	250,5	121,6	157,5	226,5	267,1	175,5	171,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	132,1	92,8	160,0	184,7	15,0	101,2	126,9	127,6	97,9	49,2
En provenance des institutions de l'Union européenne	147,3	94,8	101,8	65,5	106,2	55,9	99,2	139,2	77,4	122,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3
Transferts courants divers (D.75)	609,8	621,7	700,3	716,9	852,9	828,8	1.008,3	1.028,2	996,4	1.041,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	609,8	621,7	700,3	716,9	852,9	828,8	1.008,3	1.028,2	996,4	1.041,3
En provenance des sociétés non financières	176,4	195,7	193,4	218,4	200,1	256,4	257,9	197,9	142,3	157,6
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	2,7

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des ménages	433,4	426,0	506,9	496,0	507,3	570,0	639,0	621,8	688,6	689,7
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>135.636,3</b>	<b>141.929,3</b>	<b>148.726,7</b>	<b>153.691,9</b>	<b>158.494,5</b>	<b>169.745,9</b>	<b>179.155,1</b>	<b>187.268,5</b>	<b>195.183,2</b>	<b>205.727,7</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	40,2	48,7	54,7	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
Impôts sur le revenu (D.51)	40,2	48,7	54,7	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	37.242,9	38.303,8	39.890,7	42.355,1	44.339,8	46.220,0	47.701,8	49.164,4	51.545,6	54.745,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	29.700,0	30.343,4	31.585,1	33.475,4	35.021,1	36.369,2	37.551,0	38.649,3	40.497,1	43.012,6
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	5,0	5,0	35,0	37,0	39,0	41,8	43,5	45,9	45,9
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	5.043,5	5.290,3	5.586,7	5.968,2	6.171,5	6.446,9	6.628,1	6.934,2	7.241,5	7.649,9
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	2.499,4	2.665,1	2.713,9	2.876,5	3.110,2	3.364,9	3.480,9	3.537,4	3.761,1	4.037,4
Autres transferts courants (D.7)	46.351,6	47.459,0	50.580,8	50.250,6	53.741,6	58.442,4	62.544,9	65.593,9	68.287,9	74.083,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	97,7	105,0	133,2	144,3	145,2	157,5	172,3	171,3	170,1	175,2
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	41.460,9	42.588,2	45.374,9	44.656,5	47.471,2	51.580,8	55.273,7	58.095,8	61.164,6	66.098,3
Transferts de recettes fiscales	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
Aux administrations locales	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
Aux administrations de sécurité sociale	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	15.214,9	15.703,0	16.501,9	17.540,9	19.033,8	19.327,9	20.190,2	21.091,6	21.728,1	23.485,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	247,1	249,7	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,9	153,7
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.498,8	4.758,0
Aux administrations locales	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.325,9	8.619,9	9.198,5	9.600,1	10.034,6	10.902,5
Aux administrations de sécurité sociale	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.194,3	7.047,8	7.671,2
Coopération internationale courante (D.74)	530,7	575,8	552,7	579,0	682,5	666,8	703,1	710,9	713,2	861,2
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0	114,1	111,1	119,0	149,6	170,3
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	442,9	501,9	521,2	519,9	527,6	552,7	592,0	591,9	563,6	689,9
Transferts courants divers (D.75)	4.262,3	4.190,0	4.520,0	4.870,8	5.442,7	6.037,3	6.395,8	6.615,9	6.240,0	6.949,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	4.262,3	4.190,0	4.520,0	4.870,8	5.442,7	6.037,3	6.395,8	6.615,9	6.240,0	6.949,0
Versés aux sociétés non financières	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	360,2	370,6	459,5	470,1	514,7	588,7	771,9	762,3	742,8	873,2
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.878,7	1.868,6	1.926,8	2.035,9	2.303,8	2.503,5	2.551,6	2.711,8	2.907,7	3.307,8
Versés au reste du monde	1.487,7	1.430,4	1.614,1	1.848,1	2.104,8	2.431,7	2.545,6	2.595,6	2.589,5	2.768,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,1	0,3	0,7	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	1,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.319,2	1.241,1	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.099,9	1.105,3	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	168,5	189,2	196,2	225,9	198,9	208,4	193,2	206,1	207,5	230,8
Revenu disponible (B.6n)	52.001,6	56.117,8	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.057,7	68.880,4	72.463,9	75.292,5	76.880,9
<b>Total Emplois</b>	<b>135.636,3</b>	<b>141.929,3</b>	<b>148.726,7</b>	<b>153.691,9</b>	<b>158.494,5</b>	<b>169.745,9</b>	<b>179.155,1</b>	<b>187.268,5</b>	<b>195.183,2</b>	<b>205.727,7</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	52.001,6	56.117,8	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.057,7	68.880,4	72.463,9	75.292,5	76.880,9
<b>Total Ressources</b>	<b>52.001,6</b>	<b>56.117,8</b>	<b>58.200,5</b>	<b>61.036,5</b>	<b>60.308,2</b>	<b>65.057,7</b>	<b>68.880,4</b>	<b>72.463,9</b>	<b>75.292,5</b>	<b>76.880,9</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	31.165,3	32.557,5	34.546,6	36.393,6	38.585,0	40.797,4	42.817,3	44.171,0	46.283,8	49.836,5
Prestations sociales en nature (D.631)	14.597,9	15.592,0	16.761,1	17.435,9	18.936,3	20.520,5	21.576,8	22.053,3	23.251,4	25.502,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.281,1
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	10.933,2	11.677,8	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.515,3	20.247,6
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	10.933,2	11.677,8	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.515,3	20.247,6
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	2.406,5	2.619,8	2.797,3	3.074,3	3.256,3	2.291,5	2.481,5	2.577,0	2.722,5	2.974,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	2.406,5	2.619,8	2.797,3	3.074,3	3.256,3	2.291,5	2.481,5	2.577,0	2.722,5	2.974,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	16.567,4	16.965,5	17.785,5	18.957,7	19.648,7	20.276,9	21.240,5	22.117,7	23.032,4	24.333,8
Revenu disponible ajusté (B.7n)	20.836,3	23.560,3	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.260,3	26.063,1	28.292,9	29.008,7	27.044,4
<b>Total Emplois</b>	<b>52.001,6</b>	<b>56.117,8</b>	<b>58.200,5</b>	<b>61.036,5</b>	<b>60.308,2</b>	<b>65.057,7</b>	<b>68.880,4</b>	<b>72.463,9</b>	<b>75.292,5</b>	<b>76.880,9</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	52.001,6	56.117,8	58.200,5	61.036,5	60.308,2	65.057,7	68.880,4	72.463,9	75.292,5	76.880,9
<b>Total Ressources</b>	<b>52.001,6</b>	<b>56.117,8</b>	<b>58.200,5</b>	<b>61.036,5</b>	<b>60.308,2</b>	<b>65.057,7</b>	<b>68.880,4</b>	<b>72.463,9</b>	<b>75.292,5</b>	<b>76.880,9</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	51.159,4	53.699,4	56.394,3	60.305,7	63.178,8	65.940,6	69.024,2	71.495,6	74.658,7	79.798,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	31.165,3	32.557,5	34.546,6	36.393,6	38.585,0	40.797,4	42.817,3	44.171,0	46.283,8	49.836,5
Dépenses de consommation collective (P.32)	19.994,1	21.141,9	21.847,7	23.912,1	24.593,8	25.143,2	26.206,9	27.324,6	28.374,9	29.961,9
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,4	2,0	0,8	1,1	-4,5	3,9	1,0	2,9	-1,2	-1,2
Epargne (B.8n)	838,8	2.416,4	1.805,4	729,7	-2.866,1	-886,8	-144,8	965,4	635,0	-2.916,3
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	20.836,3	23.560,3	23.653,9	24.642,9	21.723,2	24.260,3	26.063,1	28.292,9	29.008,7	27.044,4
<b>Total Ressources</b>	<b>20.836,3</b>	<b>23.560,3</b>	<b>23.653,9</b>	<b>24.642,9</b>	<b>21.723,2</b>	<b>24.260,3</b>	<b>26.063,1</b>	<b>28.292,9</b>	<b>29.008,7</b>	<b>27.044,4</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	19.994,1	21.141,9	21.847,7	23.912,1	24.593,8	25.143,2	26.206,9	27.324,6	28.374,9	29.961,9
Consommation collective effective (P.42)	19.994,1	21.141,9	21.847,7	23.912,1	24.593,8	25.143,2	26.206,9	27.324,6	28.374,9	29.961,9
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,4	2,0	0,8	1,1	-4,5	3,9	1,0	2,9	-1,2	-1,2
Epargne (B.8n)	838,8	2.416,4	1.805,4	729,7	-2.866,1	-886,8	-144,8	965,4	635,0	-2.916,3
<b>Total Emplois</b>	<b>20.836,3</b>	<b>23.560,3</b>	<b>23.653,9</b>	<b>24.642,9</b>	<b>21.723,2</b>	<b>24.260,3</b>	<b>26.063,1</b>	<b>28.292,9</b>	<b>29.008,7</b>	<b>27.044,4</b>



## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	838,8	2.416,4	1.805,4	729,7	-2.866,1	-886,8	-144,8	965,4	635,0	-2.916,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	2.271,8	2.381,4	3.735,6	1.993,3	7.276,6	3.731,7	3.578,9	3.158,5	2.991,4	3.994,8
Impôts en capital (D.91)	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.255,9	1.390,4	2.176,8	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1
Aides à l'investissement (D.92)	539,2	593,9	632,5	555,2	559,2	565,4	720,7	643,1	613,0	617,8
En provenance des administrations publiques	531,2	585,9	622,8	538,7	549,7	561,4	715,7	639,1	609,0	617,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	62,3	65,5	84,5	45,8	87,4	58,7	59,8	50,9	56,8	81,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	468,9	520,4	538,3	492,9	462,3	502,7	655,9	588,2	552,2	536,4
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	710,4	612,7	1.896,9	182,2	5.327,0	989,5	985,4	362,1	162,7	1.006,9
En provenance des administrations publiques	220,7	463,8	1.639,3	3,7	61,1	623,6	109,3	104,5	6,4	846,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	117,9	360,7	1.365,8	1,0	58,8	617,5	102,4	4,9	0,9	0,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	835,3
En provenance des administrations locales	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	489,7	148,9	257,6	178,5	5.265,9	365,9	876,1	257,6	156,3	160,1
En provenance des sociétés non financières	435,9	69,3	211,6	130,0	5.216,8	308,4	809,6	98,8	84,6	83,3
En provenance des sociétés financières	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	18,8	14,9	21,4	28,4	29,7	32,8	35,4	33,9	42,2	38,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	35,0	44,9	24,6	20,1	19,4	24,7	31,1	124,9	29,5	38,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	5,2	11,3	4,5	6,9	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	29,8	33,6	20,1	13,2	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-3.870,4	-4.139,3	-4.776,5	-3.132,6	-4.788,6	-3.876,9	-11.585,2	-4.234,9	-4.618,4	-5.337,1
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-3.089,4	-3.202,5	-2.853,0	-2.938,7	-3.761,2	-2.249,8	-3.284,9	-3.546,2	-3.585,4	-3.882,2
Versées aux administrations publiques	-531,2	-585,9	-622,8	-538,7	-549,7	-561,4	-715,7	-639,1	-609,0	-617,8
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,1
Versées aux administrations locales	-489,9	-551,1	-571,6	-505,2	-473,1	-515,7	-670,3	-598,9	-563,4	-554,7
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-2.558,2	-2.616,6	-2.230,2	-2.400,0	-3.211,5	-1.688,4	-2.569,2	-2.907,1	-2.976,4	-3.264,4
Versées aux sociétés non financières	-2.180,9	-2.277,3	-1.897,3	-2.001,7	-2.782,1	-1.321,1	-2.163,6	-2.492,7	-2.509,4	-2.685,6
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-106,6	-108,1	-132,1	-155,2	-141,6	-130,1	-152,5	-156,7	-211,9	-262,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-103,0	-67,6	-74,5	-80,3	-96,9	-110,2	-90,1	-89,3	-88,1	-106,6
Versées au reste du monde	-167,7	-163,6	-126,3	-162,8	-190,9	-127,0	-163,0	-168,4	-167,0	-210,2
Versées aux états membres de l'Union européenne	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1
Versées aux institutions de l'Union européenne	-55,3	-25,7	-27,7	-66,7	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-187,4
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-781,0	-936,8	-1.923,5	-193,9	-1.027,4	-1.627,1	-8.300,3	-688,7	-1.033,0	-1.454,9
Versés aux administrations publiques	-220,7	-463,8	-1.639,3	-3,7	-61,1	-623,6	-109,3	-104,5	-6,4	-846,8
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-3,6	-3,9	-174,3	-2,7	-2,3	-3,2	-4,0	-97,5	-3,1	-5,1
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8	-445,3	-77,9	-2,1	-2,4	-6,3
Versés aux administrations locales	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-635,4
Versés aux administrations de sécurité sociale	-128,9	-99,2	-1.462,6	0,0	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	-200,0
Versés aux autres secteurs	-560,3	-473,0	-284,2	-190,2	-966,3	-1.003,5	-8.191,0	-584,2	-1.026,6	-608,1
Versés aux sociétés non financières	-197,7	-138,5	-74,6	-23,6	-813,0	-6,4	-7.721,4	-223,4	-390,1	-200,7
Versés aux sociétés financières	-51,3	-49,6	-0,9	-24,1	-75,1	-715,8	-238,3	-61,3	-365,0	-87,9
Versés aux ménages	-221,5	-35,3	-43,4	-31,6	-27,8	-143,3	-6,2	-32,5	-29,7	-27,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-89,8	-249,6	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-292,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-89,8	-189,5	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-282,6
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-759,8</b>	<b>658,5</b>	<b>764,5</b>	<b>-409,6</b>	<b>-378,1</b>	<b>-1.032,0</b>	<b>-8.151,1</b>	<b>-111,0</b>	<b>-992,0</b>	<b>-4.258,6</b>
Variations des actifs	-759,8	658,5	764,5	-409,6	-378,1	-1.032,0	-8.151,1	-111,0	-992,0	-4.258,6
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-759,8	658,5	764,5	-409,6	-378,1	-1.032,0	-8.151,1	-111,0	-992,0	-4.258,6
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-759,8	658,5	764,5	-409,6	-378,1	-1.032,0	-8.151,1	-111,0	-992,0	-4.258,6
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-759,8</b>	<b>658,5</b>	<b>764,5</b>	<b>-409,6</b>	<b>-378,1</b>	<b>-1.032,0</b>	<b>-8.151,1</b>	<b>-111,0</b>	<b>-992,0</b>	<b>-4.258,6</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	4.661,7	4.942,5	4.395,7	4.449,6	4.553,3	4.674,8	5.464,0	5.053,7	5.389,2	5.721,6
Formation brute de capital fixe (P.51)	4.658,0	4.934,3	4.399,2	4.445,9	4.548,6	4.678,7	5.460,6	5.050,8	5.384,2	5.717,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	4.490,2	4.770,7	4.212,8	4.230,8	4.286,6	4.398,1	5.154,2	4.721,1	5.032,8	5.334,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	4.559,7	4.838,2	4.644,2	4.503,9	4.587,0	5.082,6	5.462,6	5.565,7	5.240,5	5.574,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-69,6	-67,6	-435,6	-282,0	-300,5	-685,0	-308,6	-844,7	-208,3	-250,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	167,8	163,6	186,4	215,1	262,0	280,6	306,4	329,7	351,4	383,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	167,8	163,6	186,4	215,1	262,0	280,6	306,4	329,7	351,4	383,4
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-3.883,2	-4.085,9	-4.181,1	-4.291,0	-4.449,0	-4.567,5	-4.926,2	-5.350,0	-5.602,3	-5.781,5
Variation des stocks (P.52)	3,7	8,2	-3,5	3,7	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	4,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	16,5	-1,0	-366,8	-159,4	19,0	26,5	-52,8	-406,4	32,5	30,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	16,5	-1,0	83,4	-157,3	19,0	26,5	-52,8	-406,4	32,5	30,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-1.554,8	-197,1	916,7	-408,8	-501,4	-1.165,8	-8.636,1	591,7	-811,4	-4.228,7
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-759,8</b>	<b>658,5</b>	<b>764,5</b>	<b>-409,6</b>	<b>-378,1</b>	<b>-1.032,0</b>	<b>-8.151,1</b>	<b>-111,0</b>	<b>-992,0</b>	<b>-4.258,6</b>

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	9.005,2	9.420,0	9.740,1	9.937,9	10.032,8	10.091,0	10.802,9	11.033,4	11.567,7	12.404,7
Production marchande (P.11)	204,6	221,8	400,1	401,9	425,2	416,9	455,1	499,3	545,1	564,9
Production pour usage final propre (P.12)	97,0	93,5	104,4	134,1	170,6	189,1	197,6	218,1	230,9	256,4
Autre production non marchande (P.13)	8.703,6	9.104,7	9.235,6	9.401,9	9.437,0	9.485,0	10.150,2	10.316,0	10.791,7	11.583,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	210,9	247,7	304,2	303,5	351,2	417,5	654,8	689,7	680,4	728,5
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	8.492,7	8.857,0	8.931,4	9.098,4	9.085,8	9.067,5	9.495,4	9.626,3	10.111,3	10.854,9
<b>Total Ressources</b>	<b>9.005,2</b>	<b>9.420,0</b>	<b>9.740,1</b>	<b>9.937,9</b>	<b>10.032,8</b>	<b>10.091,0</b>	<b>10.802,9</b>	<b>11.033,4</b>	<b>11.567,7</b>	<b>12.404,7</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.911,7	2.163,1	2.238,2	2.309,7	2.236,0	2.335,0	2.377,1	2.294,1	2.547,8	2.942,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.093,5	7.256,9	7.501,9	7.628,2	7.796,8	7.756,0	8.425,8	8.739,3	9.019,9	9.462,7
Consommation de capital fixe (K.1)	557,7	578,1	568,2	569,0	565,9	573,1	842,5	900,3	922,8	942,4
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.535,8	6.678,8	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.097,1	8.520,3
<b>Total Emplois</b>	<b>9.005,2</b>	<b>9.420,0</b>	<b>9.740,1</b>	<b>9.937,9</b>	<b>10.032,8</b>	<b>10.091,0</b>	<b>10.802,9</b>	<b>11.033,4</b>	<b>11.567,7</b>	<b>12.404,7</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	6.535,8	6.678,8	6.933,7	7.059,2	7.230,9	7.182,9	7.583,3	7.839,0	8.097,1	8.520,3
<b>Total Ressources</b>	<b>6.535,8</b>	<b>6.678,8</b>	<b>6.933,7</b>	<b>7.059,2</b>	<b>7.230,9</b>	<b>7.182,9</b>	<b>7.583,3</b>	<b>7.839,0</b>	<b>8.097,1</b>	<b>8.520,3</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.034,6	7.205,2	7.154,1	7.546,7	7.802,8	8.062,0	8.482,5
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.504,2	4.601,9	4.840,0	4.888,1	5.073,2	5.030,1	5.432,2	5.575,4	5.770,5	6.068,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.013,1	2.057,8	2.076,1	2.146,5	2.132,0	2.124,0	2.114,5	2.227,4	2.291,5	2.414,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	255,8	254,2	272,7	285,1	371,2	397,6	391,7	420,1	423,5	462,8
A destination des administrations publiques	255,8	254,2	272,7	285,1	371,2	397,6	391,7	420,1	423,5	462,8
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.868,0	1.951,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	18,5	19,1	17,6	24,6	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8
<b>Total Emplois</b>	<b>6.535,8</b>	<b>6.678,8</b>	<b>6.933,7</b>	<b>7.059,2</b>	<b>7.230,9</b>	<b>7.182,9</b>	<b>7.583,3</b>	<b>7.839,0</b>	<b>8.097,1</b>	<b>8.520,3</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	18,5	19,1	17,6	24,6	25,7	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8
Impôts sur la production et les importations (D.2)	25.545,7	26.718,3	26.450,8	25.863,0	26.415,0	28.554,0	29.855,3	31.674,1	32.383,5	32.904,5
Impôts sur les produits (D.21)	24.880,2	26.076,8	25.778,7	25.620,3	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.340,4	32.472,0
Taxe du type TVA (D.211)	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	8.009,2	8.208,1	8.147,8	6.925,8	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.028,0	7.931,7
Autres impôts sur la production (D.29)	665,5	641,5	672,1	242,7	326,7	298,6	290,5	893,9	43,1	432,5
Subventions (D.3)	-1.442,2	-1.439,7	-1.419,4	-1.336,4	-1.637,5	-1.267,7	-2.030,6	-2.357,0	-2.925,1	-3.346,9
Subventions sur les produits (D.31)	-1.175,2	-1.189,5	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.663,2	-1.847,9	-1.944,3
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.175,2	-1.189,5	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1	-1.689,7	-1.663,2	-1.847,9	-1.944,3
Autres subventions sur la production (D.39)	-267,0	-250,2	-210,8	-154,4	-153,9	-248,6	-340,9	-693,8	-1.077,2	-1.402,6
Revenus de la propriété (D.4)	535,3	1.075,8	1.493,8	1.163,0	1.025,2	657,8	939,0	933,4	1.084,2	1.492,5
Intérêts (D.41)	464,1	527,5	744,1	592,6	573,5	433,9	418,5	436,5	444,8	585,5
En provenance des administrations publiques	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	452,7	511,0	732,2	574,7	555,5	407,3	390,5	394,4	411,1	520,0
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	429,3	467,6	703,1	563,3	548,6	409,0	375,9	375,5	369,7	494,2
Revenus distribués des sociétés (D.42)	69,7	546,8	747,9	569,0	449,9	222,1	518,5	494,5	637,0	904,2
Dividendes (D.421)	50,5	538,5	740,7	560,7	448,4	219,7	514,5	485,9	635,2	900,2
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	19,2	8,3	7,2	8,3	1,5	2,4	4,0	8,6	1,8	4,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	1,5	1,5	1,8	1,4	1,8	1,8	2,0	2,4	2,4	2,8
<b>Total Ressources</b>	<b>24.657,3</b>	<b>26.373,5</b>	<b>26.542,8</b>	<b>25.714,2</b>	<b>25.828,4</b>	<b>27.972,9</b>	<b>28.800,3</b>	<b>30.286,7</b>	<b>30.577,7</b>	<b>31.087,9</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,0	12.485,9
Intérêts (D.41)	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.737,6	13.040,3	12.439,5	12.331,8	12.393,0	12.485,9
Versés aux administrations publiques	235,8	233,1	293,4	384,9	261,5	286,2	299,0	302,3	324,1	329,9
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4,2	4,8	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7
Versés aux administrations locales	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7	14,6	22,5	36,0	38,7	10,8
Versés aux administrations de sécurité sociale	180,4	167,0	233,1	327,3	228,8	261,1	266,0	254,9	273,5	308,4
Versés aux autres secteurs	15.005,4	15.401,5	15.452,1	14.257,4	13.476,1	12.754,1	12.140,5	12.029,5	12.068,9	12.156,0
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	15.033,2	15.425,5	15.459,7	14.335,4	13.493,5	12.762,1	12.182,3	12.060,9	12.087,0	12.171,3
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	9.416,1	10.738,9	10.797,3	11.071,9	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.184,7	18.602,0
<b>Total Emplois</b>	<b>24.657,3</b>	<b>26.373,5</b>	<b>26.542,8</b>	<b>25.714,2</b>	<b>25.828,4</b>	<b>27.972,9</b>	<b>28.800,3</b>	<b>30.286,7</b>	<b>30.577,7</b>	<b>31.087,9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	9.416,1	10.738,9	10.797,3	11.071,9	12.090,8	14.932,6	16.360,8	17.954,9	18.184,7	18.602,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	37.461,0	40.545,7	41.718,9	41.859,5	41.462,1	43.974,3	46.642,2	47.715,1	49.209,8	52.415,0
Impôts sur le revenu (D.51)	36.460,0	39.593,6	40.765,4	41.552,3	41.147,2	43.622,3	45.823,9	47.437,2	48.952,5	52.150,9
En provenance des administrations publiques	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
En provenance des autres secteurs	36.419,8	39.544,9	40.710,8	41.502,6	41.042,3	43.596,5	45.795,9	47.390,9	48.895,3	52.133,6
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	7.702,4	8.088,9	8.091,5	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.367,5	11.626,5	11.494,4
En provenance des ménages	28.588,7	31.260,9	32.477,7	33.170,9	32.926,3	34.442,7	35.842,4	35.932,4	37.138,4	40.527,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9
Autres impôts courants (D.59)	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	257,3	264,1
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des autres secteurs	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	257,3	264,1
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8	401,6	159,4	252,1	283,3
En provenance des ménages	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1	162,9	376,0	74,9	-27,1	-51,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	3.029,5	3.124,9	3.127,8	3.250,7	3.529,5	3.551,9	3.627,0	3.779,2	4.123,5	4.245,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.294,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8
A charge des administrations publiques	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5	480,7	482,1	491,6	532,2	527,6
A charge des autres secteurs	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7	132,5	126,1	122,5	222,9	241,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.861,4	1.760,8	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.868,0	1.951,3
Autres transferts courants (D.7)	704,7	649,9	739,4	797,6	878,6	677,9	841,7	903,5	794,7	871,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	247,1	249,7	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,9	153,7
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	247,1	249,7	236,5	279,8	327,6	192,1	158,8	128,0	146,9	153,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	135,7	117,8	111,5	139,0	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,3
En provenance des administrations locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	38,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	111,3	131,8	124,9	140,7	116,9	137,4	149,2	75,9	100,9	109,3
Coopération internationale courante (D.74)	175,7	123,0	187,4	209,9	49,0	96,1	129,7	119,0	89,0	57,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	132,1	92,8	160,0	184,7	15,0	86,2	111,6	112,0	82,0	33,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	43,5	29,9	27,1	24,9	33,6	9,5	17,7	6,7	6,8	24,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3
Transferts courants divers (D.75)	281,9	277,2	315,5	307,9	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	659,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	281,9	277,2	315,5	307,9	502,0	389,7	553,2	656,5	558,8	659,6
En provenance des sociétés non financières	105,6	107,1	117,6	94,1	103,1	106,7	124,1	115,4	54,8	91,5
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2	2,4	1,6	1,2	2,6	2,7
En provenance des ménages	176,3	170,1	197,9	211,3	253,4	280,6	317,7	332,6	338,5	374,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3	0,0	109,8	207,3	162,9	191,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>50.611,3</b>	<b>55.059,4</b>	<b>56.383,4</b>	<b>56.979,7</b>	<b>57.961,0</b>	<b>63.136,7</b>	<b>67.471,7</b>	<b>70.352,7</b>	<b>72.312,7</b>	<b>76.133,5</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	20,9	29,8	33,4	29,9	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	6,4
Impôts sur le revenu (D.51)	20,9	29,8	33,4	29,9	87,8	8,5	17,2	34,8	46,3	6,4
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.660,4	4.798,5	4.843,8	5.015,2	5.304,7	5.806,7	5.969,9	6.136,0	7.209,9	7.658,9
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.316,3	1.374,0	1.396,3	1.449,0	1.539,3	1.819,7	1.940,5	2.061,3	2.962,0	3.141,8
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.757,2	1.803,6	1.803,4	1.861,4	1.860,7	1.876,4	1.895,8	1.927,3	1.976,0	2.050,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.586,9	1.620,9	1.644,1	1.704,8	1.904,7	2.110,6	2.133,6	2.147,4	2.271,9	2.466,8
Autres transferts courants (D.7)	38.662,3	39.716,7	42.489,3	41.707,6	44.393,8	48.677,0	52.257,1	54.806,0	56.919,8	61.702,8
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	35.902,5	36.961,6	39.505,6	38.457,0	40.712,6	44.739,1	48.008,2	50.524,0	53.273,4	57.652,7
Transferts de recettes fiscales	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
Aux administrations locales	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
Aux administrations de sécurité sociale	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.341,4	12.275,2	12.486,2	12.924,7	13.519,8	13.836,9	15.039,8
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.164,0	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.248,4	4.575,1
Aux administrations locales	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.922,5
Aux administrations de sécurité sociale	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.939,5	6.921,8	7.542,2
Coopération internationale courante (D.74)	516,6	565,8	543,4	563,3	663,6	624,8	642,2	650,6	615,2	771,4
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0	92,6	92,0	99,3	97,0	124,3
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	428,8	491,9	511,9	504,2	508,7	532,2	550,2	551,3	518,2	646,1
Transferts courants divers (D.75)	2.243,2	2.189,3	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,4	3.031,2	3.278,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	2.243,2	2.189,3	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.313,1	3.606,7	3.631,4	3.031,2	3.278,7
Versés aux sociétés non financières	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	22,7	30,5	46,3	58,5	67,5	79,9	231,1	171,1	106,2	164,1

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	242,6	253,1	304,5	324,1	383,3	346,0	342,7	362,7	377,4	390,5
Versés au reste du monde	1.442,2	1.385,3	1.569,9	1.788,0	2.047,4	2.373,8	2.506,2	2.551,4	2.547,6	2.724,1
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,1	0,3	0,7	0,2	0,5	0,6	0,4	0,8	1,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	1.319,2	1.241,1	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8	2.351,8	2.389,1	2.381,2	2.536,2
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	1.099,9	1.105,3	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5	2.124,2	2.139,9	2.148,7	2.233,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	123,0	144,1	152,0	165,8	141,5	150,5	153,8	161,9	165,6	186,9
Revenu disponible (B.6n)	7.267,7	10.514,4	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.375,9	8.136,7	6.765,4
<b>Total Emplois</b>	<b>50.611,3</b>	<b>55.059,4</b>	<b>56.383,4</b>	<b>56.979,7</b>	<b>57.961,0</b>	<b>63.136,7</b>	<b>67.471,7</b>	<b>70.352,7</b>	<b>72.312,7</b>	<b>76.133,5</b>

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	7.267,7	10.514,4	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.375,9	8.136,7	6.765,4
<b>Total Ressources</b>	<b>7.267,7</b>	<b>10.514,4</b>	<b>9.016,9</b>	<b>10.227,0</b>	<b>8.174,7</b>	<b>8.644,5</b>	<b>9.227,5</b>	<b>9.375,9</b>	<b>8.136,7</b>	<b>6.765,4</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.172,8	1.169,1	1.213,7	1.264,6	1.385,6	126,1	164,4	134,9	132,7	114,0
Prestations sociales en nature (D.631)	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	38,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	38,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	38,7
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	82,1	63,1	68,5	125,0	125,8	69,8	75,4	75,5	75,3	75,3
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.094,9	9.345,3	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.241,0	8.004,0	6.651,4
<b>Total Emplois</b>	<b>7.267,7</b>	<b>10.514,4</b>	<b>9.016,9</b>	<b>10.227,0</b>	<b>8.174,7</b>	<b>8.644,5</b>	<b>9.227,5</b>	<b>9.375,9</b>	<b>8.136,7</b>	<b>6.765,4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	7.267,7	10.514,4	9.016,9	10.227,0	8.174,7	8.644,5	9.227,5	9.375,9	8.136,7	6.765,4
<b>Total Ressources</b>	<b>7.267,7</b>	<b>10.514,4</b>	<b>9.016,9</b>	<b>10.227,0</b>	<b>8.174,7</b>	<b>8.644,5</b>	<b>9.227,5</b>	<b>9.375,9</b>	<b>8.136,7</b>	<b>6.765,4</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	9.583,4	9.963,0	10.076,6	10.238,0	10.345,6	9.123,8	9.584,4	9.685,7	10.168,7	10.893,6
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.172,8	1.169,1	1.213,7	1.264,6	1.385,6	126,1	164,4	134,9	132,7	114,0
Dépenses de consommation collective (P.32)	8.410,6	8.793,9	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.997,7	9.420,0	9.550,8	10.036,0	10.779,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-2.315,7	551,4	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-479,3	-356,9	-309,8	-2.032,0	-4.128,2
<b>Total Emplois</b>	<b>7.267,7</b>	<b>10.514,4</b>	<b>9.016,9</b>	<b>10.227,0</b>	<b>8.174,7</b>	<b>8.644,5</b>	<b>9.227,5</b>	<b>9.375,9</b>	<b>8.136,7</b>	<b>6.765,4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.094,9	9.345,3	7.803,2	8.962,4	6.789,1	8.518,4	9.063,1	9.241,0	8.004,0	6.651,4
<b>Total Ressources</b>	<b>6.094,9</b>	<b>9.345,3</b>	<b>7.803,2</b>	<b>8.962,4</b>	<b>6.789,1</b>	<b>8.518,4</b>	<b>9.063,1</b>	<b>9.241,0</b>	<b>8.004,0</b>	<b>6.651,4</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	8.410,6	8.793,9	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.997,7	9.420,0	9.550,8	10.036,0	10.779,6
Consommation collective effective (P.42)	8.410,6	8.793,9	8.862,9	8.973,4	8.960,0	8.997,7	9.420,0	9.550,8	10.036,0	10.779,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-2.315,7	551,4	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-479,3	-356,9	-309,8	-2.032,0	-4.128,2
<b>Total Emplois</b>	<b>6.094,9</b>	<b>9.345,3</b>	<b>7.803,2</b>	<b>8.962,4</b>	<b>6.789,1</b>	<b>8.518,4</b>	<b>9.063,1</b>	<b>9.241,0</b>	<b>8.004,0</b>	<b>6.651,4</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	-2.315,7	551,4	-1.059,7	-11,0	-2.170,9	-479,3	-356,9	-309,8	-2.032,0	-4.128,2
Transferts en capital à recevoir (D.9)	182,0	187,2	487,6	170,7	5.133,9	804,5	855,5	444,0	210,4	223,0



## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Impôts en capital (D.91)	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6
Aides à l'investissement (D.92)	10,4	10,2	11,4	18,2	10,4	4,0	5,0	4,1	4,0	0,0
En provenance des administrations publiques	2,4	2,2	1,7	1,7	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	2,4	2,2	1,7	1,7	0,9	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	42,4	44,1	342,7	68,9	5.025,1	186,2	727,1	236,4	43,7	51,4
En provenance des administrations publiques	3,6	3,9	174,3	2,7	2,3	3,2	4,0	97,5	3,1	5,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	3,2	4,0	3,2	3,1	5,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	38,8	40,2	168,4	66,2	5.022,8	183,0	723,1	138,9	40,6	46,3
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	138,8	41,1	4.999,6	151,1	687,7	19,1	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	7,2	5,2	9,1	6,5	7,6	9,0	10,0	15,5	22,1	19,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	31,6	35,0	20,5	18,6	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	1,8	1,4	0,4	5,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	29,8	33,6	20,1	13,2	15,6	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.579,0	-1.899,8	-2.462,6	-1.067,3	-2.319,7	-1.093,4	-8.863,3	-1.527,5	-2.149,7	-1.838,1
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-984,5	-1.149,3	-840,2	-914,7	-1.590,9	-193,4	-1.071,2	-1.165,3	-1.359,5	-1.505,5
Versées aux administrations publiques	-62,3	-65,5	-84,5	-45,8	-87,4	-58,7	-59,8	-50,9	-56,8	-81,4
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,1
Versées aux administrations locales	-23,4	-32,9	-35,0	-14,0	-11,7	-13,0	-14,4	-10,8	-11,2	-18,3
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-922,2	-1.083,8	-755,7	-868,9	-1.503,5	-134,7	-1.011,4	-1.114,4	-1.302,7	-1.424,1
Versées aux sociétés non financières	-789,0	-951,9	-632,8	-707,5	-1.338,5	-51,3	-859,5	-946,6	-1.135,6	-1.213,9
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Versées au reste du monde	-133,1	-131,8	-122,8	-161,3	-164,9	-83,3	-151,8	-167,7	-167,0	-210,1
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-55,3	-25,7	-27,7	-66,7	-22,7	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-187,4
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-594,5	-750,5	-1.622,4	-152,6	-728,8	-900,0	-7.792,1	-362,2	-790,2	-332,6
Versés aux administrations publiques	-117,9	-360,7	-1.365,8	-1,0	-58,8	-617,5	-102,4	-4,9	-0,9	-0,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8	-442,4	-75,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-0,1

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux administrations de sécurité sociale	-29,7	0,0	-1.363,4	0,0	0,0	-174,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-476,6	-389,8	-256,6	-151,6	-670,0	-282,5	-7.689,7	-357,3	-789,3	-332,5
Versés aux sociétés non financières	-171,8	-109,7	-48,5	-14,3	-553,0	50,3	-7.410,8	-28,4	-178,0	-0,4
Versés aux sociétés financières	-1,7	0,0	-0,9	-6,1	-50,1	-53,4	-48,9	-42,3	-347,6	-20,6
Versés aux ménages	-213,3	-30,5	-41,9	-20,3	-16,5	-141,4	-4,9	-19,6	-21,9	-19,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-89,8	-249,6	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-292,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-89,8	-189,5	-165,3	-110,9	-50,4	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-282,6
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-3.712,7</b>	<b>-1.161,2</b>	<b>-3.034,7</b>	<b>-907,6</b>	<b>643,3</b>	<b>-768,2</b>	<b>-8.364,7</b>	<b>-1.393,3</b>	<b>-3.971,3</b>	<b>-5.743,3</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-3.712,7	-1.161,2	-3.034,7	-907,6	643,3	-768,2	-8.364,7	-1.393,3	-3.971,3	-5.743,3
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-3.712,7</b>	<b>-1.161,2</b>	<b>-3.034,7</b>	<b>-907,6</b>	<b>643,3</b>	<b>-768,2</b>	<b>-8.364,7</b>	<b>-1.393,3</b>	<b>-3.971,3</b>	<b>-5.743,3</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-3.712,7	-1.161,2	-3.034,7	-907,6	643,3	-768,2	-8.364,7	-1.393,3	-3.971,3	-5.743,3
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-3.712,7</b>	<b>-1.161,2</b>	<b>-3.034,7</b>	<b>-907,6</b>	<b>643,3</b>	<b>-768,2</b>	<b>-8.364,7</b>	<b>-1.393,3</b>	<b>-3.971,3</b>	<b>-5.743,3</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	606,9	575,8	318,4	535,0	439,4	461,4	558,2	102,4	649,3	785,2
Formation brute de capital fixe (P.51)	606,9	575,8	318,4	535,0	439,4	461,4	558,2	102,4	649,3	785,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	509,9	482,0	213,7	400,3	268,2	271,9	359,6	-116,1	417,2	527,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	529,4	510,4	571,1	573,6	470,3	507,3	485,9	508,7	490,1	562,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-19,6	-28,5	-361,6	-182,2	-202,2	-235,9	-126,5	-624,9	-73,5	-45,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	97,0	93,8	104,7	134,7	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	257,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	97,0	93,8	104,7	134,7	171,2	189,5	198,6	218,5	232,1	257,5
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-557,7	-578,1	-568,2	-569,0	-565,9	-573,1	-842,5	-900,3	-922,8	-942,4
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	18,9	5,8	-399,5	-182,5	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	6,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	18,9	5,8	50,7	-180,4	2,9	7,7	-82,8	-430,4	8,5	6,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-3.780,8	-1.164,7	-2.385,4	-691,1	766,9	-664,2	-7.997,6	-165,0	-3.706,3	-5.592,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-3.712,7</b>	<b>-1.161,2</b>	<b>-3.034,7</b>	<b>-907,6</b>	<b>643,3</b>	<b>-768,2</b>	<b>-8.364,7</b>	<b>-1.393,3</b>	<b>-3.971,3</b>	<b>-5.743,3</b>

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	17.833,6	18.554,5	19.577,4	21.490,9	22.458,9	23.289,0	24.032,7	25.306,9	26.283,6	27.675,2
Production marchande (P.11)	398,2	392,6	405,7	628,1	641,5	632,7	661,9	709,6	702,5	704,2
Production pour usage final propre (P.12)	52,6	53,5	60,9	81,2	104,8	109,1	120,8	125,1	137,4	148,0
Autre production non marchande (P.13)	17.382,8	18.108,4	19.110,8	20.781,6	21.712,6	22.547,2	23.250,0	24.472,2	25.443,7	26.823,0
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.025,9	1.053,9	1.113,7	1.255,3	1.305,4	1.328,2	1.329,2	1.481,9	1.487,6	1.494,6
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	16.356,9	17.054,5	17.997,1	19.526,3	20.407,2	21.219,0	21.920,8	22.990,3	23.956,1	25.328,4
<b>Total Ressources</b>	<b>17.833,6</b>	<b>18.554,5</b>	<b>19.577,4</b>	<b>21.490,9</b>	<b>22.458,9</b>	<b>23.289,0</b>	<b>24.032,7</b>	<b>25.306,9</b>	<b>26.283,6</b>	<b>27.675,2</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	3.082,4	3.203,9	3.503,9	4.382,4	4.586,3	4.745,2	4.770,8	5.162,7	5.277,1	5.491,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	14.751,2	15.350,6	16.073,5	17.108,5	17.872,6	18.543,8	19.261,9	20.144,2	21.006,5	22.183,7
Consommation de capital fixe (K.1)	2.146,1	2.252,1	2.299,3	2.371,5	2.492,1	2.562,2	2.611,2	2.821,9	2.944,0	3.028,8
Valeur ajoutée nette (B.1n)	12.605,1	13.098,5	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.062,5	19.154,9
<b>Total Emplois</b>	<b>17.833,6</b>	<b>18.554,5</b>	<b>19.577,4</b>	<b>21.490,9</b>	<b>22.458,9</b>	<b>23.289,0</b>	<b>24.032,7</b>	<b>25.306,9</b>	<b>26.283,6</b>	<b>27.675,2</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	12.605,1	13.098,5	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,6	16.650,7	17.322,3	18.062,5	19.154,9
<b>Total Ressources</b>	<b>12.605,1</b>	<b>13.098,5</b>	<b>13.774,2</b>	<b>14.737,0</b>	<b>15.380,5</b>	<b>15.981,6</b>	<b>16.650,7</b>	<b>17.322,3</b>	<b>18.062,5</b>	<b>19.154,9</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.737,0	15.380,5	15.981,7	16.650,7	17.322,2	18.062,5	19.154,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	9.082,7	9.368,2	9.840,8	10.449,5	10.829,9	11.155,7	11.619,1	12.007,5	12.473,0	13.201,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	3.522,5	3.730,3	3.933,4	4.287,5	4.550,6	4.826,0	5.031,6	5.314,7	5.589,5	5.953,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.174,4	1.188,8	1.139,7	1.232,7	1.327,8	1.396,2	1.396,8	1.466,8	1.538,6	1.633,4
A destination des administrations publiques	1.169,7	1.183,6	1.134,1	1.226,0	1.320,7	1.383,7	1.385,3	1.450,4	1.511,5	1.606,7
A destination des autres secteurs	4,7	5,2	5,6	6,7	7,1	12,5	11,5	16,4	27,1	26,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.634,8	3.847,9	4.050,9	4.319,8
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>12.605,1</b>	<b>13.098,5</b>	<b>13.774,2</b>	<b>14.737,0</b>	<b>15.380,5</b>	<b>15.981,6</b>	<b>16.650,7</b>	<b>17.322,3</b>	<b>18.062,5</b>	<b>19.154,9</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.873,8	1.863,4	1.901,2	3.450,5	3.640,9	3.773,7	4.145,5	4.408,2	4.666,3	4.599,6
Impôts sur les produits (D.21)	947,9	945,1	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	947,9	945,1	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6
Autres impôts sur la production (D.29)	925,9	918,3	927,2	1.021,5	1.030,9	979,1	972,2	962,5	1.011,7	1.032,0
Subventions (D.3)	-852,5	-877,4	-838,6	-950,4	-971,7	-898,6	-1.313,0	-1.299,4	-1.406,9	-1.375,2
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-202,6
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-202,6
Autres subventions sur la production (D.39)	-852,5	-877,4	-838,6	-950,4	-971,7	-898,6	-1.049,9	-1.035,1	-1.100,7	-1.172,6
Revenus de la propriété (D.4)	189,0	142,8	179,7	210,7	182,6	217,7	190,8	197,9	272,3	314,0
Intérêts (D.41)	122,2	90,7	131,8	132,9	90,0	106,7	78,3	108,1	178,2	211,6
En provenance des administrations publiques	4,2	4,8	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	4,2	4,8	9,3	31,4	17,0	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	118,0	85,9	122,5	101,5	73,0	96,2	67,8	96,7	166,3	200,9
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	117,5	85,3	116,9	97,5	69,5	92,6	63,9	93,8	160,3	193,8
Revenus distribués des sociétés (D.42)	34,2	24,4	18,5	35,8	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	43,7
Dividendes (D.421)	34,2	24,4	18,5	35,8	52,6	74,6	70,5	38,0	39,5	43,7
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	6,0	6,1	8,5	8,9	8,7	9,0	9,7	10,2	11,0	11,3
Loyers (D.45)	26,6	21,6	20,9	33,1	31,3	27,4	32,3	41,6	43,6	47,4
<b>Total Ressources</b>	<b>1.210,2</b>	<b>1.128,8</b>	<b>1.242,3</b>	<b>2.710,8</b>	<b>2.851,8</b>	<b>3.092,7</b>	<b>3.023,3</b>	<b>3.306,8</b>	<b>3.531,7</b>	<b>3.538,4</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	715,5	723,5	769,1	666,6	669,5	597,2	460,2	373,3	465,5	524,6
Intérêts (D.41)	715,5	723,5	769,1	660,1	665,9	593,5	456,8	364,8	461,2	520,3
Versés aux administrations publiques	14,4	37,3	45,5	56,8	80,3	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	3,0	6,4	5,3	8,5	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	14,4	28,3	30,4	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9
Versés aux autres secteurs	701,1	686,2	723,6	603,3	585,6	504,9	393,7	291,3	391,1	422,8
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	810,6	778,7	753,5	715,7	649,8	566,2	499,8	447,7	482,7	464,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	6,5	3,6	3,7	3,4	8,5	4,3	4,3
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	494,7	405,3	473,2	2.044,2	2.182,3	2.495,5	2.563,1	2.933,5	3.066,2	3.013,8
<b>Total Emplois</b>	<b>1.210,2</b>	<b>1.128,8</b>	<b>1.242,3</b>	<b>2.710,8</b>	<b>2.851,8</b>	<b>3.092,7</b>	<b>3.023,3</b>	<b>3.306,8</b>	<b>3.531,7</b>	<b>3.538,4</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	494,7	405,3	473,2	2.044,2	2.182,3	2.495,5	2.563,1	2.933,5	3.066,2	3.013,8
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.015,3	954,7
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des autres secteurs	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.086,6	3.251,3	3.467,6	3.672,3	3.889,6	4.088,5	4.357,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	31,8	28,5	37,8	37,5	41,7	37,6	37,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	10,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	10,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.634,8	3.847,9	4.050,9	4.319,8
Autres transferts courants (D.7)	25.788,6	26.131,4	28.651,4	26.055,4	27.464,6	28.287,5	30.060,0	31.170,7	32.977,0	35.057,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	35,6	45,2	57,6	57,7	63,3	74,0	84,3	80,3	79,7	82,1
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	25.502,2	25.888,6	28.391,4	25.813,3	27.192,5	27.985,0	29.679,8	30.769,3	32.578,4	34.687,5
Transferts de recettes fiscales	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.325,3	3.553,9	3.754,0	3.967,9	4.169,2	4.498,8	4.758,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.164,0	3.416,4	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.248,4	4.575,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	115,6	116,4	137,7	161,3	137,5	184,8	169,1	123,3	197,5	129,5
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	53,4
Coopération internationale courante (D.74)	103,8	64,9	74,7	40,6	72,6	46,4	81,5	132,5	70,6	97,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	103,8	64,9	74,7	40,6	72,6	46,4	81,5	132,5	70,6	97,4
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	147,0	132,7	127,7	143,8	136,2	182,1	214,4	188,6	248,3	190,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	147,0	132,7	127,7	143,8	136,2	182,1	214,4	188,6	248,3	190,0
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	2,9	22,4	33,5	35,1	42,9	43,3	21,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	147,0	132,7	127,7	140,9	113,8	148,6	179,3	145,7	205,0	168,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>28.656,0</b>	<b>29.098,4</b>	<b>32.001,1</b>	<b>31.999,3</b>	<b>33.898,6</b>	<b>35.271,3</b>	<b>37.344,6</b>	<b>39.033,8</b>	<b>41.147,0</b>	<b>43.382,9</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	8,0	7,3	9,6	9,6	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,6
Impôts sur le revenu (D.51)	8,0	7,3	9,6	9,6	6,9	7,2	0,5	1,1	0,6	0,6
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.193,4	4.425,2	4.678,1	4.987,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	29,6	31,4	33,1	35,8	37,3	39,2	39,2
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	2.348,1	2.541,6	2.793,7	3.054,8	3.222,8	3.429,8	3.634,8	3.847,9	4.050,9	4.319,8
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	387,3	447,6	447,2	419,1	453,3	492,8	522,8	540,0	588,0	628,6
Autres transferts courants (D.7)	6.837,5	6.836,7	7.102,3	7.503,9	8.314,7	8.530,3	9.005,4	9.532,3	9.919,2	10.912,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	56,6	60,9	77,2	83,6	84,2	91,3	99,9	99,3	98,6	101,5
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.449,4	6.867,1	7.259,5	7.472,5	8.085,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.475,2	6.449,4	6.867,1	7.259,5	7.472,5	8.085,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	135,7	117,8	111,5	139,0	210,6	54,1	8,1	6,3	8,3	6,3
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	5.163,4	5.224,2	5.455,3	5.625,4	6.120,7	6.304,6	6.759,9	6.998,4	7.338,2	7.949,7
Aux administrations de sécurité sociale	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0
Coopération internationale courante (D.74)	14,1	10,0	9,3	15,7	18,9	20,5	41,8	40,6	45,4	43,8
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	14,1	10,0	9,3	15,7	18,9	20,5	41,8	40,6	45,4	43,8
Transferts courants divers (D.75)	1.467,2	1.423,8	1.442,4	1.534,4	1.736,4	1.969,1	1.996,6	2.132,9	2.302,7	2.682,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.467,2	1.423,8	1.442,4	1.534,4	1.736,4	1.969,1	1.996,6	2.132,9	2.302,7	2.682,3
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.421,7	1.378,7	1.398,2	1.474,3	1.679,0	1.911,2	1.957,2	2.088,7	2.260,8	2.638,4
Versés au reste du monde	45,5	45,1	44,2	60,1	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	45,5	45,1	44,2	60,1	57,4	57,9	39,4	44,2	41,9	43,9
Revenu disponible (B.6n)	19.075,1	19.265,2	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.778,1	24.145,3	25.075,2	26.549,1	27.482,1
<b>Total Emplois</b>	<b>28.656,0</b>	<b>29.098,4</b>	<b>32.001,1</b>	<b>31.999,3</b>	<b>33.898,6</b>	<b>35.271,3</b>	<b>37.344,6</b>	<b>39.033,8</b>	<b>41.147,0</b>	<b>43.382,9</b>

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	19.075,1	19.265,2	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.778,1	24.145,3	25.075,2	26.549,1	27.482,1
<b>Total Ressources</b>	<b>19.075,1</b>	<b>19.265,2</b>	<b>21.648,3</b>	<b>20.982,3</b>	<b>21.869,5</b>	<b>22.778,1</b>	<b>24.145,3</b>	<b>25.075,2</b>	<b>26.549,1</b>	<b>27.482,1</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	11.550,1	11.863,9	12.516,5	13.463,3	13.995,5	14.608,2	15.339,6	16.028,3	16.784,0	17.868,9
Prestations sociales en nature (D.631)	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	10.488,6	10.713,0	11.228,0	11.913,0	12.422,7	12.818,3	13.418,8	13.998,4	14.624,6	15.473,8
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.525,0	7.401,3	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.169,9	8.805,7	9.046,9	9.765,1	9.613,2
<b>Total Emplois</b>	<b>19.075,1</b>	<b>19.265,2</b>	<b>21.648,3</b>	<b>20.982,3</b>	<b>21.869,5</b>	<b>22.778,1</b>	<b>24.145,3</b>	<b>25.075,2</b>	<b>26.549,1</b>	<b>27.482,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	19.075,1	19.265,2	21.648,3	20.982,3	21.869,5	22.778,1	24.145,3	25.075,2	26.549,1	27.482,1
<b>Total Ressources</b>	<b>19.075,1</b>	<b>19.265,2</b>	<b>21.648,3</b>	<b>20.982,3</b>	<b>21.869,5</b>	<b>22.778,1</b>	<b>24.145,3</b>	<b>25.075,2</b>	<b>26.549,1</b>	<b>27.482,1</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	17.418,4	18.205,5	19.285,5	21.076,6	21.980,0	23.008,9	23.841,6	25.020,2	26.115,5	27.723,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	11.550,1	11.863,9	12.516,5	13.463,3	13.995,5	14.608,2	15.339,6	16.028,3	16.784,0	17.868,9
Dépenses de consommation collective (P.32)	5.868,3	6.341,6	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.400,7	8.502,0	8.991,9	9.331,5	9.854,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	2,2	-2,9	4,6	1,7	4,4	-1,6	-1,6
Épargne (B.8n)	1.656,7	1.059,7	2.362,8	-96,5	-107,6	-235,4	302,0	50,6	435,2	-239,8
<b>Total Emplois</b>	<b>19.075,1</b>	<b>19.265,2</b>	<b>21.648,3</b>	<b>20.982,3</b>	<b>21.869,5</b>	<b>22.778,1</b>	<b>24.145,3</b>	<b>25.075,2</b>	<b>26.549,1</b>	<b>27.482,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.525,0	7.401,3	9.131,8	7.519,0	7.874,0	8.169,9	8.805,7	9.046,9	9.765,1	9.613,2
<b>Total Ressources</b>	<b>7.525,0</b>	<b>7.401,3</b>	<b>9.131,8</b>	<b>7.519,0</b>	<b>7.874,0</b>	<b>8.169,9</b>	<b>8.805,7</b>	<b>9.046,9</b>	<b>9.765,1</b>	<b>9.613,2</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	5.868,3	6.341,6	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.400,7	8.502,0	8.991,9	9.331,5	9.854,6
Consommation collective effective (P.42)	5.868,3	6.341,6	6.769,0	7.613,3	7.984,5	8.400,7	8.502,0	8.991,9	9.331,5	9.854,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	2,2	-2,9	4,6	1,7	4,4	-1,6	-1,6
Épargne (B.8n)	1.656,7	1.059,7	2.362,8	-96,5	-107,6	-235,4	302,0	50,6	435,2	-239,8
<b>Total Emplois</b>	<b>7.525,0</b>	<b>7.401,3</b>	<b>9.131,8</b>	<b>7.519,0</b>	<b>7.874,0</b>	<b>8.169,9</b>	<b>8.805,7</b>	<b>9.046,9</b>	<b>9.765,1</b>	<b>9.613,2</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	1.656,7	1.059,7	2.362,8	-96,5	-107,6	-235,4	302,0	50,6	435,2	-239,8
Transferts en capital à recevoir (D.9)	959,9	1.091,4	1.151,4	1.235,6	1.462,3	2.083,9	1.908,4	2.037,7	2.142,4	2.308,1



## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Impôts en capital (D.91)	893,0	1.041,9	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,5	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5
Aides à l'investissement (D.92)	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,1
En provenance des administrations publiques	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7	45,4	40,1	45,6	63,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	28,0	16,9	29,2	31,5	94,6	475,7	113,6	47,8	43,8	46,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8	445,3	77,9	2,1	2,4	6,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8	442,4	75,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	2,9	2,1	2,4	6,3
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	28,0	16,9	29,2	31,5	35,8	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2
En provenance des sociétés non financières	22,2	5,2	23,0	16,4	20,8	14,2	14,0	16,1	19,7	19,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2,4	1,8	2,1	13,6	11,2	14,4	16,0	9,0	10,7	9,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	3,4	9,9	4,1	1,5	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	3,4	9,9	4,1	1,5	3,8	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.962,7	-1.964,5	-1.853,7	-1.784,5	-1.808,4	-2.387,1	-2.410,6	-2.323,8	-2.187,4	-3.160,1
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.855,7	-1.857,5	-1.746,7	-1.774,9	-1.798,8	-1.849,3	-1.965,9	-2.133,1	-1.978,1	-2.128,9
Versées aux administrations publiques	-468,9	-520,4	-538,3	-492,9	-462,3	-502,7	-655,9	-588,2	-552,2	-536,4
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-0,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-466,5	-518,2	-536,6	-491,2	-461,4	-502,7	-655,9	-588,1	-552,2	-536,4
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.386,8	-1.337,1	-1.208,4	-1.282,0	-1.336,5	-1.346,6	-1.310,0	-1.544,9	-1.425,9	-1.592,5
Versées aux sociétés non financières	-1.191,7	-1.166,5	-1.067,0	-1.126,9	-1.155,5	-1.139,1	-1.147,7	-1.389,7	-1.217,4	-1.315,3
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-92,6	-99,7	-96,0	-108,6	-95,2	-89,6	-97,0	-101,2	-156,4	-206,5
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-67,9	-39,1	-41,9	-45,0	-59,8	-74,2	-54,1	-53,3	-52,1	-70,6
Versées au reste du monde	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1
Versées aux états membres de l'Union européenne	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-107,0	-107,0	-107,0	-9,6	-9,6	-537,8	-444,7	-190,7	-209,3	-1.031,2
Versés aux administrations publiques	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-835,3
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-635,3

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux administrations de sécurité sociale	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-200,0
Versés aux autres secteurs	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6	-9,6	-537,8	-444,7	-190,7	-209,3	-195,9
Versés aux sociétés non financières	-7,8	-7,8	-7,8	0,0	0,0	-52,4	-301,3	-190,7	-203,9	-189,6
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-485,4	-143,4	0,0	-5,4	-6,3
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	-9,6	-9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>653,9</b>	<b>186,6</b>	<b>1.660,5</b>	<b>-645,4</b>	<b>-453,7</b>	<b>-538,6</b>	<b>-200,2</b>	<b>-235,5</b>	<b>390,2</b>	<b>-1.091,8</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	653,9	186,6	1.660,5	-645,4	-453,7	-538,6	-200,2	-235,5	390,2	-1.091,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>653,9</b>	<b>186,6</b>	<b>1.660,5</b>	<b>-645,4</b>	<b>-453,7</b>	<b>-538,6</b>	<b>-200,2</b>	<b>-235,5</b>	<b>390,2</b>	<b>-1.091,8</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	653,9	186,6	1.660,5	-645,4	-453,7	-538,6	-200,2	-235,5	390,2	-1.091,8
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>653,9</b>	<b>186,6</b>	<b>1.660,5</b>	<b>-645,4</b>	<b>-453,7</b>	<b>-538,6</b>	<b>-200,2</b>	<b>-235,5</b>	<b>390,2</b>	<b>-1.091,8</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.878,8	1.828,5	2.006,4	2.108,1	2.012,7	2.064,5	2.051,2	2.082,7	2.098,8	2.142,4
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.875,1	1.820,3	2.009,9	2.104,4	2.008,0	2.068,4	2.047,8	2.079,8	2.093,8	2.138,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.846,7	1.792,0	1.974,9	2.055,3	1.930,4	1.993,8	1.957,0	1.987,4	1.994,2	2.034,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.889,1	1.822,0	2.012,2	2.118,4	1.984,6	2.317,1	2.078,4	2.161,9	2.083,8	2.191,5
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-42,4	-30,0	-37,3	-63,1	-54,2	-323,3	-121,4	-174,5	-89,6	-157,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	28,4	28,3	35,0	49,1	77,6	74,6	90,8	92,4	99,6	103,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	28,4	28,3	35,0	49,1	77,6	74,6	90,8	92,4	99,6	103,8
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-2.146,1	-2.252,1	-2.299,3	-2.371,5	-2.492,1	-2.562,2	-2.611,2	-2.821,9	-2.944,0	-3.028,8
Variation des stocks (P.52)	3,7	8,2	-3,5	3,7	4,7	-3,9	3,4	2,9	5,0	4,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	921,2	610,2	1.953,4	-382,0	25,7	-40,9	353,8	503,7	1.235,4	-205,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>653,9</b>	<b>186,6</b>	<b>1.660,5</b>	<b>-645,4</b>	<b>-453,7</b>	<b>-538,6</b>	<b>-200,2</b>	<b>-235,5</b>	<b>390,2</b>	<b>-1.091,8</b>

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	11.276,9	11.770,0	12.211,7	13.724,5	14.188,1	14.605,6	15.510,5	16.314,7	16.880,2	17.639,3
Production marchande (P.11)	627,1	652,1	669,7	729,6	744,4	787,6	821,4	852,8	888,4	935,5
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	10.649,8	11.117,9	11.542,0	12.994,9	13.443,7	13.818,0	14.689,1	15.461,9	15.991,8	16.703,8
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	527,4	525,5	526,5	572,7	608,9	643,6	688,0	739,3	819,5	886,0
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	10.122,4	10.592,4	11.015,5	12.422,2	12.834,8	13.174,4	14.001,1	14.722,6	15.172,3	15.817,8
<b>Total Ressources</b>	<b>11.276,9</b>	<b>11.770,0</b>	<b>12.211,7</b>	<b>13.724,5</b>	<b>14.188,1</b>	<b>14.605,6</b>	<b>15.510,5</b>	<b>16.314,7</b>	<b>16.880,2</b>	<b>17.639,3</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.184,5	2.241,7	2.324,0	2.744,1	2.722,8	2.843,5	3.045,2	3.235,8	3.259,5	3.317,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	9.092,4	9.528,3	9.887,7	10.980,4	11.465,3	11.762,1	12.465,3	13.078,9	13.620,7	14.321,8
Consommation de capital fixe (K.1)	1.125,5	1.196,7	1.252,1	1.286,6	1.333,9	1.385,9	1.432,2	1.585,5	1.690,3	1.762,7
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.966,9	8.331,6	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.376,2	11.033,1	11.493,4	11.930,4	12.559,1
<b>Total Emplois</b>	<b>11.276,9</b>	<b>11.770,0</b>	<b>12.211,7</b>	<b>13.724,5</b>	<b>14.188,1</b>	<b>14.605,6</b>	<b>15.510,5</b>	<b>16.314,7</b>	<b>16.880,2</b>	<b>17.639,3</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.966,9	8.331,6	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.376,2	11.033,1	11.493,4	11.930,4	12.559,1
<b>Total Ressources</b>	<b>7.966,9</b>	<b>8.331,6</b>	<b>8.635,6</b>	<b>9.693,8</b>	<b>10.131,4</b>	<b>10.376,2</b>	<b>11.033,1</b>	<b>11.493,4</b>	<b>11.930,4</b>	<b>12.559,1</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	7.966,9	8.331,6	8.635,6	9.693,8	10.131,4	10.376,2	11.033,1	11.493,4	11.930,4	12.559,1
Salaires et traitements bruts (D.11)	5.650,1	5.981,4	6.249,2	7.070,4	7.244,8	7.444,5	7.953,8	8.327,8	8.608,7	9.132,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.316,8	2.350,2	2.386,4	2.623,4	2.886,6	2.931,7	3.079,3	3.165,6	3.321,7	3.427,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.408,6	1.438,1	1.430,5	1.605,3	1.833,0	1.826,9	2.019,4	2.046,1	2.149,7	2.191,7
A destination des administrations publiques	1.104,4	1.152,0	1.136,5	1.300,4	1.506,6	1.524,8	1.689,7	1.751,0	1.813,1	1.849,8
A destination des autres secteurs	304,2	286,1	294,0	304,9	326,4	302,1	329,7	295,1	336,6	341,9
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	908,2	912,1	955,9	1.018,1	1.053,6	1.104,8	1.059,9	1.119,5	1.172,0	1.235,4
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>7.966,9</b>	<b>8.331,6</b>	<b>8.635,6</b>	<b>9.693,8</b>	<b>10.131,4</b>	<b>10.376,2</b>	<b>11.033,1</b>	<b>11.493,4</b>	<b>11.930,4</b>	<b>12.559,1</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	4.087,4	4.268,4	4.407,9	4.437,3
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Autres impôts sur la production (D.29)	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.107,0	4.240,9	4.396,1
Subventions (D.3)	-229,6	-207,4	-302,1	-314,2	-320,7	-326,6	-332,1	-344,6	-357,6	-371,0
Subventions sur les produits (D.31)	-76,9	-80,8	-157,5	-150,3	-136,8	-139,5	-142,0	-147,7	-153,6	-159,7
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autres subventions sur les produits (D.319)	-76,9	-80,8	-157,5	-150,3	-136,8	-139,5	-142,0	-147,7	-153,6	-159,7
Autres subventions sur la production (D.39)	-152,7	-126,6	-144,6	-163,9	-183,9	-187,1	-190,1	-196,9	-204,0	-211,3
Revenus de la propriété (D.4)	1.181,7	1.197,4	1.257,3	1.138,7	1.093,4	839,7	888,3	817,8	817,4	795,5
Intérêts (D.41)	120,2	126,2	164,4	132,4	136,2	135,9	140,3	162,3	151,6	128,2
En provenance des administrations publiques	54,2	67,7	56,3	34,7	51,0	51,6	38,8	51,8	60,9	29,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7	14,6	22,5	36,0	38,7	10,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3,0	6,4	5,3	8,5	35,3	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	66,0	58,5	108,1	97,7	85,2	84,3	101,5	110,5	90,7	98,3
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	55,2	52,1	87,0	85,0	69,2	65,6	74,5	81,4	60,5	73,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	963,2	988,9	993,0	894,9	840,9	545,8	581,5	480,8	473,4	470,8
Dividendes (D.421)	928,5	958,5	961,5	860,6	811,1	515,8	551,5	450,8	443,4	440,8
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	34,7	30,4	31,5	34,3	29,8	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	4,4	4,5	6,2	6,4	6,3	6,6	7,1	7,4	7,9	8,2
Loyers (D.45)	93,9	77,8	93,7	105,0	110,0	151,4	159,4	167,3	184,5	188,3
<b>Total Ressources</b>	<b>4.047,3</b>	<b>4.088,9</b>	<b>4.162,8</b>	<b>4.411,9</b>	<b>4.615,0</b>	<b>4.462,2</b>	<b>4.643,6</b>	<b>4.741,6</b>	<b>4.867,7</b>	<b>4.861,8</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	498,3	530,7	657,1	587,3	647,6	651,1	550,6	433,4	520,0	593,4
Intérêts (D.41)	494,9	526,8	653,1	585,0	645,6	649,1	548,5	431,6	517,9	591,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	494,9	526,8	653,1	585,0	645,6	649,1	548,5	431,6	517,9	591,3
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	613,8	639,5	692,2	747,5	731,4	736,4	730,7	718,9	695,3	672,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	3,4	3,9	4,0	2,3	2,0	2,0	2,1	1,8	2,1	2,1
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.549,0	3.558,2	3.505,7	3.824,6	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.308,2	4.347,7	4.268,4
<b>Total Emplois</b>	<b>4.047,3</b>	<b>4.088,9</b>	<b>4.162,8</b>	<b>4.411,9</b>	<b>4.615,0</b>	<b>4.462,2</b>	<b>4.643,6</b>	<b>4.741,6</b>	<b>4.867,7</b>	<b>4.861,8</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.549,0	3.558,2	3.505,7	3.824,6	3.967,4	3.811,1	4.093,0	4.308,2	4.347,7	4.268,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.391,6	2.414,4	2.508,5	2.710,6	3.168,7	2.420,2
Impôts sur le revenu (D.51)	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	209,9	208,8	197,6	222,5	218,6	232,4	236,5	239,6	252,7	264,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des autres secteurs	209,9	208,8	197,6	222,5	218,6	232,4	236,5	239,6	252,7	264,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	209,9	208,8	197,6	222,5	218,6	232,4	236,5	239,6	252,7	264,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	926,5	934,9	977,7	1.038,3	1.073,6	1.126,5	1.082,4	1.142,1	1.197,7	1.262,0
Cotisations sociales effectives (D.611)	18,3	22,8	21,8	20,2	20,0	21,7	22,5	22,6	25,7	26,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
A charge des administrations publiques	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	20,3	21,7	22,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	20,3	21,7	22,6
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	908,2	912,1	955,9	1.018,1	1.053,6	1.104,8	1.059,9	1.119,5	1.172,0	1.235,4
Autres transferts courants (D.7)	6.424,7	6.679,8	7.139,3	7.787,8	8.653,1	8.966,2	9.560,5	9.958,4	10.374,5	11.231,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	23,6	30,0	38,2	38,3	42,1	49,2	56,1	53,5	53,1	54,7
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	6.301,5	6.553,5	6.920,1	7.606,0	8.471,2	8.761,5	9.347,4	9.746,1	10.160,7	11.013,7
Transferts de recettes fiscales	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.325,9	8.619,9	9.198,5	9.600,1	10.034,6	10.902,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.922,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.163,4	5.224,2	5.455,3	5.625,4	6.120,7	6.304,6	6.759,9	6.998,4	7.338,2	7.949,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9	26,8	42,0	34,1	29,7	30,3
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	99,6	96,3	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	143,2	144,8	146,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	99,6	96,3	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	143,2	144,8	146,4
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	99,6	96,3	181,0	143,5	139,8	140,5	141,7	143,2	144,8	146,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>12.929,9</b>	<b>12.792,7</b>	<b>13.701,0</b>	<b>14.900,7</b>	<b>16.085,7</b>	<b>16.318,2</b>	<b>17.244,4</b>	<b>18.119,3</b>	<b>19.088,6</b>	<b>19.181,6</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	11,3	11,6	11,7	10,2	10,2	10,1	10,3	10,4	10,3	10,3
Impôts sur le revenu (D.51)	11,3	11,6	11,7	10,2	10,2	10,1	10,3	10,4	10,3	10,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.764,3	1.797,3	1.861,7	1.880,1	1.958,7	2.068,7	2.171,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	5,0	5,0	5,4	5,6	5,9	6,0	6,2	6,7	6,7
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	926,5	932,5	976,1	1.036,8	1.072,0	1.124,0	1.079,8	1.139,8	1.193,7	1.258,0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	495,7	566,3	594,7	722,1	719,7	731,8	794,3	812,7	868,3	906,8
Autres transferts courants (D.7)	564,1	601,8	670,0	734,8	725,6	774,1	793,1	809,2	893,6	847,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	41,1	44,1	56,0	60,7	61,0	66,2	72,4	72,0	71,5	73,7
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	115,7	116,5	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	235,2	167,6
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	115,7	116,5	137,8	161,4	137,6	185,4	170,6	169,1	235,2	167,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	1,5	45,8	37,7	38,1
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	115,6	116,4	137,7	161,3	137,5	184,8	169,1	123,3	197,5	129,5
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	407,3	441,2	476,2	512,7	527,0	522,5	550,1	568,1	586,9	606,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	407,3	441,2	476,2	512,7	527,0	522,5	550,1	568,1	586,9	606,4
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	192,9	204,4	252,1	275,2	285,5	276,2	298,4	307,7	317,4	327,5

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	214,4	236,8	224,1	237,5	241,5	246,3	251,7	260,4	269,5	278,9
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	10.932,3	10.675,5	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.672,3	14.560,9	15.341,0	16.116,0	16.152,1
<b>Total Emplois</b>	<b>12.929,9</b>	<b>12.792,7</b>	<b>13.701,0</b>	<b>14.900,7</b>	<b>16.085,7</b>	<b>16.318,2</b>	<b>17.244,4</b>	<b>18.119,3</b>	<b>19.088,6</b>	<b>19.181,6</b>

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	10.932,3	10.675,5	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.672,3	14.560,9	15.341,0	16.116,0	16.152,1
<b>Total Ressources</b>	<b>10.932,3</b>	<b>10.675,5</b>	<b>11.443,5</b>	<b>12.391,4</b>	<b>13.552,6</b>	<b>13.672,3</b>	<b>14.560,9</b>	<b>15.341,0</b>	<b>16.116,0</b>	<b>16.152,1</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	4.661,5	4.948,9	5.163,3	5.481,2	5.609,2	5.874,9	6.187,9	6.428,4	6.670,6	7.030,3
Prestations sociales en nature (D.631)	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	4.407,2	4.586,0	4.799,7	5.096,8	5.185,5	5.429,6	5.716,2	5.940,7	6.164,9	6.490,1
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.270,8	5.726,6	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.797,4	8.373,0	8.912,6	9.445,4	9.121,8
<b>Total Emplois</b>	<b>10.932,3</b>	<b>10.675,5</b>	<b>11.443,5</b>	<b>12.391,4</b>	<b>13.552,6</b>	<b>13.672,3</b>	<b>14.560,9</b>	<b>15.341,0</b>	<b>16.116,0</b>	<b>16.152,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	10.932,3	10.675,5	11.443,5	12.391,4	13.552,6	13.672,3	14.560,9	15.341,0	16.116,0	16.152,1
<b>Total Ressources</b>	<b>10.932,3</b>	<b>10.675,5</b>	<b>11.443,5</b>	<b>12.391,4</b>	<b>13.552,6</b>	<b>13.672,3</b>	<b>14.560,9</b>	<b>15.341,0</b>	<b>16.116,0</b>	<b>16.152,1</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	10.376,7	10.955,3	11.379,1	12.806,6	13.258,5	13.619,7	14.472,8	15.210,3	15.678,0	16.358,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	4.661,5	4.948,9	5.163,3	5.481,2	5.609,2	5.874,9	6.187,9	6.428,4	6.670,6	7.030,3
Dépenses de consommation collective (P.32)	5.715,2	6.006,4	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.744,8	8.284,9	8.781,9	9.007,4	9.327,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,4	2,0	0,8	-1,1	-1,6	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,4
Epargne (B.8n)	552,2	-281,8	63,6	-414,1	295,7	53,3	88,8	132,2	437,6	-206,3
<b>Total Emplois</b>	<b>10.932,3</b>	<b>10.675,5</b>	<b>11.443,5</b>	<b>12.391,4</b>	<b>13.552,6</b>	<b>13.672,3</b>	<b>14.560,9</b>	<b>15.341,0</b>	<b>16.116,0</b>	<b>16.152,1</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.270,8	5.726,6	6.280,2	6.910,2	7.943,4	7.797,4	8.373,0	8.912,6	9.445,4	9.121,8
<b>Total Ressources</b>	<b>6.270,8</b>	<b>5.726,6</b>	<b>6.280,2</b>	<b>6.910,2</b>	<b>7.943,4</b>	<b>7.797,4</b>	<b>8.373,0</b>	<b>8.912,6</b>	<b>9.445,4</b>	<b>9.121,8</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	5.715,2	6.006,4	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.744,8	8.284,9	8.781,9	9.007,4	9.327,7
Consommation collective effective (P.42)	5.715,2	6.006,4	6.215,8	7.325,4	7.649,3	7.744,8	8.284,9	8.781,9	9.007,4	9.327,7
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,4	2,0	0,8	-1,1	-1,6	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,4
Epargne (B.8n)	552,2	-281,8	63,6	-414,1	295,7	53,3	88,8	132,2	437,6	-206,3
<b>Total Emplois</b>	<b>6.270,8</b>	<b>5.726,6</b>	<b>6.280,2</b>	<b>6.910,2</b>	<b>7.943,4</b>	<b>7.797,4</b>	<b>8.373,0</b>	<b>8.912,6</b>	<b>9.445,4</b>	<b>9.121,8</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	552,2	-281,8	63,6	-414,1	295,7	53,3	88,8	132,2	437,6	-206,3
Transferts en capital à recevoir (D.9)	623,3	957,6	605,1	559,2	621,7	582,0	754,1	647,0	600,1	1.225,9



## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	489,9	551,1	571,6	505,2	473,1	515,7	670,3	598,9	563,4	554,7
En provenance des administrations publiques	489,9	551,1	571,6	505,2	473,1	515,7	670,3	598,9	563,4	554,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	23,4	32,9	35,0	14,0	11,7	13,0	14,4	10,8	11,2	18,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	466,5	518,2	536,6	491,2	461,4	502,7	655,9	588,1	552,2	536,4
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	133,4	406,5	33,5	54,0	148,6	66,3	83,8	48,1	36,7	671,2
En provenance des administrations publiques	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	635,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0	0,4	27,4	4,9	0,9	0,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	635,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	45,2	45,8	31,1	53,0	148,6	65,9	56,4	43,2	35,8	35,8
En provenance des sociétés non financières	36,0	37,9	20,9	44,7	137,7	56,5	47,0	33,8	26,4	26,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	9,2	7,9	10,2	8,3	10,9	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-302,4	-249,2	-269,4	-269,8	-646,3	-390,2	-300,7	-272,1	-265,3	-320,2
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-249,2	-195,7	-266,1	-249,1	-371,5	-207,1	-247,8	-247,8	-247,8	-247,8
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-249,2	-195,7	-266,1	-249,1	-371,5	-207,1	-247,8	-247,8	-247,8	-247,8
Versées aux sociétés non financières	-200,2	-158,9	-197,5	-167,3	-288,1	-130,7	-156,4	-156,4	-156,4	-156,4
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-14,0	-8,4	-36,1	-46,6	-46,4	-40,5	-55,5	-55,5	-55,5	-55,5
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-35,0	-28,4	-32,5	-35,2	-37,0	-35,9	-35,9	-35,9	-35,9	-35,9
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-53,2	-53,5	-3,3	-20,7	-274,8	-183,1	-52,9	-24,3	-17,5	-72,4
Versés aux administrations publiques	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,3	-6,1	-6,9	-5,3	-5,5	-11,4
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,3	-3,2	-4,0	-3,2	-3,1	-5,1
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,9	-2,9	-2,1	-2,4	-6,3
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-272,5	-177,0	-46,0	-19,0	-12,0	-61,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	-247,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-25,0	-177,0	-46,0	-19,0	-12,0	-61,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>873,1</b>	<b>426,6</b>	<b>399,3</b>	<b>-124,7</b>	<b>271,1</b>	<b>245,1</b>	<b>542,2</b>	<b>507,1</b>	<b>772,4</b>	<b>699,4</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	873,1	426,6	399,3	-124,7	271,1	245,1	542,2	507,1	772,4	699,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>873,1</b>	<b>426,6</b>	<b>399,3</b>	<b>-124,7</b>	<b>271,1</b>	<b>245,1</b>	<b>542,2</b>	<b>507,1</b>	<b>772,4</b>	<b>699,4</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	873,1	426,6	399,3	-124,7	271,1	245,1	542,2	507,1	772,4	699,4
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>873,1</b>	<b>426,6</b>	<b>399,3</b>	<b>-124,7</b>	<b>271,1</b>	<b>245,1</b>	<b>542,2</b>	<b>507,1</b>	<b>772,4</b>	<b>699,4</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.108,2	2.804,4	2.823,7	2.584,6	2.717,1
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.108,2	2.804,4	2.823,7	2.584,6	2.717,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.108,2	2.804,4	2.823,7	2.584,6	2.717,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.127,0	2.494,4	1.984,8	1.769,1	2.057,1	2.234,0	2.865,1	2.869,0	2.629,8	2.765,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-7,6	-9,1	-36,7	-36,7	-44,1	-125,8	-60,7	-45,3	-45,2	-48,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.125,5	-1.196,7	-1.252,1	-1.286,6	-1.333,9	-1.385,9	-1.432,2	-1.585,5	-1.690,3	-1.762,7
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8	24,0	24,0	24,0	24,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8	24,0	24,0	24,0	24,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-118,4	-855,2	-329,4	-593,6	-424,1	-496,0	-854,0	-755,1	-145,9	-279,0
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>873,1</b>	<b>426,6</b>	<b>399,3</b>	<b>-124,7</b>	<b>271,1</b>	<b>245,1</b>	<b>542,2</b>	<b>507,1</b>	<b>772,4</b>	<b>699,4</b>

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	1.656,7	1.669,4	1.762,9	1.879,0	1.952,6	2.000,7	2.068,8	2.146,7	2.221,0	2.344,9
Production marchande (P.11)	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	42,4	41,5	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	22,1
Autre production non marchande (P.13)	1.602,6	1.616,2	1.704,5	1.836,0	1.927,7	1.972,5	2.040,1	2.116,2	2.189,6	2.311,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	13,1	12,8	15,2	13,1	13,0	13,3	10,0	13,1	22,0	16,5
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.589,5	1.603,4	1.689,3	1.822,9	1.914,7	1.959,2	2.030,1	2.103,1	2.167,6	2.294,6
<b>Total Ressources</b>	<b>1.656,7</b>	<b>1.669,4</b>	<b>1.762,9</b>	<b>1.879,0</b>	<b>1.952,6</b>	<b>2.000,7</b>	<b>2.068,8</b>	<b>2.146,7</b>	<b>2.221,0</b>	<b>2.344,9</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	660,3	661,2	701,1	749,0	779,5	805,2	836,6	864,2	894,3	941,4
Valeur ajoutée brute (B.1b)	996,4	1.008,2	1.061,8	1.130,0	1.173,1	1.195,5	1.232,2	1.282,5	1.326,7	1.403,5
Consommation de capital fixe (K.1)	53,9	59,0	61,5	63,9	57,1	46,3	40,3	42,3	45,2	47,6
Valeur ajoutée nette (B.1n)	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,5	1.355,9
<b>Total Emplois</b>	<b>1.656,7</b>	<b>1.669,4</b>	<b>1.762,9</b>	<b>1.879,0</b>	<b>1.952,6</b>	<b>2.000,7</b>	<b>2.068,8</b>	<b>2.146,7</b>	<b>2.221,0</b>	<b>2.344,9</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,5	1.355,9
<b>Total Ressources</b>	<b>942,5</b>	<b>949,2</b>	<b>1.000,3</b>	<b>1.066,1</b>	<b>1.116,0</b>	<b>1.149,2</b>	<b>1.191,9</b>	<b>1.240,2</b>	<b>1.281,5</b>	<b>1.355,9</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,0	1.149,2	1.191,9	1.240,2	1.281,5	1.355,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	693,3	692,5	751,5	804,8	847,6	876,9	906,5	943,8	969,6	1.023,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	249,2	256,7	248,8	261,3	268,4	272,3	285,4	296,4	311,9	332,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	237,5	244,1	235,3	246,1	252,4	255,6	267,7	277,2	291,0	311,1
A destination des administrations publiques	237,5	244,1	235,3	246,1	252,4	255,6	267,7	277,2	291,0	311,1
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	20,9	21,8
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>942,5</b>	<b>949,2</b>	<b>1.000,3</b>	<b>1.066,1</b>	<b>1.116,0</b>	<b>1.149,2</b>	<b>1.191,9</b>	<b>1.240,2</b>	<b>1.281,5</b>	<b>1.355,9</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	752,1	833,9	844,8	971,5	989,8	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6
Impôts sur les produits (D.21)	668,7	754,0	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	668,7	754,0	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3
Autres impôts sur la production (D.29)	83,4	79,9	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3
Subventions (D.3)	-417,1	-548,9	-640,3	-607,6	-750,1	-903,8	-1.133,1	-1.433,2	-1.709,0	-2.037,4
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-417,1	-548,9	-640,3	-607,6	-750,1	-903,8	-1.133,1	-1.433,2	-1.709,0	-2.037,4
Revenus de la propriété (D.4)	300,1	307,3	386,6	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	451,2
Intérêts (D.41)	300,1	307,3	386,6	470,1	369,3	326,6	324,8	331,2	359,8	451,2
En provenance des administrations publiques	180,4	181,4	261,4	357,7	255,8	286,1	284,8	270,5	287,7	321,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	180,4	167,0	233,1	327,3	228,8	261,1	266,0	254,9	273,5	308,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	14,4	28,3	30,4	27,0	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	119,7	125,9	125,2	112,4	113,5	40,5	40,0	60,7	72,1	129,9
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	111,4	120,1	111,8	104,9	105,6	36,1	33,8	51,2	61,6	115,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>635,1</b>	<b>592,3</b>	<b>591,1</b>	<b>834,0</b>	<b>609,0</b>	<b>652,1</b>	<b>433,8</b>	<b>195,7</b>	<b>-127,0</b>	<b>-266,6</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5
Intérêts (D.41)	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	135,3	97,1	18,2	7,8	5,9	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	504,1	498,2	573,1	826,2	603,1	644,4	433,1	195,2	-128,0	-267,1
<b>Total Emplois</b>	<b>635,1</b>	<b>592,3</b>	<b>591,1</b>	<b>834,0</b>	<b>609,0</b>	<b>652,1</b>	<b>433,8</b>	<b>195,7</b>	<b>-127,0</b>	<b>-266,6</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	504,1	498,2	573,1	826,2	603,1	644,4	433,1	195,2	-128,0	-267,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	796,6	783,6	853,3	894,9	943,6	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.268,3
Impôts sur le revenu (D.51)	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des autres secteurs	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	32.647,0	33.685,1	35.311,8	37.012,0	37.447,7	38.565,1	39.420,7	40.971,0	43.234,3	45.739,8
Cotisations sociales effectives (D.611)	32.635,3	33.672,5	35.298,3	36.996,8	37.431,7	38.548,4	39.403,0	40.951,8	43.213,4	45.718,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	20.405,7	20.736,4	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.771,8	28.170,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	20.405,7	20.736,4	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.771,8	28.170,8
A charge des administrations publiques	2.627,3	2.684,2	2.626,6	2.871,9	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.476,2	3.672,1
A charge des autres secteurs	17.778,5	18.052,1	19.024,8	19.974,8	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.295,6	24.498,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	9.427,6	10.023,6	10.638,7	10.987,4	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.588,7	13.212,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	9.422,2	10.018,2	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.587,7	13.211,6
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	0,8
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.802,0	2.912,5	3.008,1	3.162,7	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.334,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.752,8	2.863,7	2.960,3	3.115,3	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.280,7
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	20,9	21,8
Autres transferts courants (D.7)	9.491,4	10.011,9	9.903,0	11.079,1	11.554,8	14.758,7	16.186,7	17.492,3	18.323,1	20.288,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	9.410,1	9.896,4	9.826,9	10.957,4	11.479,9	14.642,2	16.087,7	17.452,4	18.278,6	20.243,4
Transferts de recettes fiscales	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.761,9	6.865,0	7.194,3	7.047,8	7.671,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,2	6.765,9	6.939,5	6.921,8	7.542,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	81,3	115,5	76,1	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	45,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	81,3	115,5	76,1	121,7	74,9	116,5	99,0	39,9	44,5	45,3
En provenance des sociétés non financières	70,8	88,6	75,8	121,4	74,6	116,2	98,7	39,6	44,2	45,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	10,5	26,9	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>43.439,1</b>	<b>44.978,8</b>	<b>46.641,2</b>	<b>49.812,2</b>	<b>50.549,2</b>	<b>55.019,7</b>	<b>57.094,4</b>	<b>59.762,7</b>	<b>62.634,9</b>	<b>67.029,7</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	28.424,9	29.012,3	30.230,2	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.658,4	36.644,5	37.588,9	39.927,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	28.383,7	28.969,4	30.188,8	32.026,4	33.481,8	34.549,5	35.610,5	36.588,0	37.535,1	39.870,8
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	20,9	21,8
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	29,5	30,3	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2
Autres transferts courants (D.7)	287,7	303,8	319,2	304,3	307,5	461,0	489,3	446,4	555,3	620,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	143,1	168,1	158,1	167,9	145,8	206,9	227,8	143,2	183,5	193,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	143,1	168,1	158,1	167,9	145,8	206,9	227,8	143,2	183,5	193,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	111,3	131,8	124,9	140,7	116,9	137,4	149,2	75,9	100,9	109,3
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,7	36,6	33,2	52,9	53,4
Aux administrations locales	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9	26,8	42,0	34,1	29,7	30,3
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	46,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5	19,1	19,7	52,6	46,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	232,6	242,4	283,5	319,2	381,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	232,6	242,4	283,5	319,2	381,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	232,6	242,4	283,5	319,2	381,6

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre (fondée sur le PNB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	14.726,5	15.662,7	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.962,8	20.946,7	22.671,8	24.490,7	26.481,3
<b>Total Emplois</b>	<b>43.439,1</b>	<b>44.978,8</b>	<b>46.641,2</b>	<b>49.812,2</b>	<b>50.549,2</b>	<b>55.019,7</b>	<b>57.094,4</b>	<b>59.762,7</b>	<b>62.634,9</b>	<b>67.029,7</b>

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	14.726,5	15.662,7	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.962,8	20.946,7	22.671,8	24.490,7	26.481,3
<b>Total Ressources</b>	<b>14.726,5</b>	<b>15.662,7</b>	<b>16.091,8</b>	<b>17.435,8</b>	<b>16.711,4</b>	<b>19.962,8</b>	<b>20.946,7</b>	<b>22.671,8</b>	<b>24.490,7</b>	<b>26.481,3</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	13.780,9	14.575,6	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,2	21.125,4	21.579,4	22.696,5	24.823,3
Prestations sociales en nature (D.631)	12.191,4	12.972,2	13.963,8	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,9	22.528,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.724,1	1.780,7	1.904,8	2.013,6	2.281,1
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	10.933,2	11.677,8	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.515,3	20.247,6
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	10.933,2	11.677,8	12.616,5	12.957,9	14.136,0	16.504,9	17.314,6	17.571,5	18.515,3	20.247,6
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.589,5	1.603,4	1.689,3	1.822,9	1.914,7	1.959,2	2.030,1	2.103,1	2.167,6	2.294,6
Revenu disponible ajusté (B.7n)	945,6	1.087,1	438,7	1.251,3	-883,3	-225,4	-178,7	1.092,4	1.794,2	1.658,0
<b>Total Emplois</b>	<b>14.726,5</b>	<b>15.662,7</b>	<b>16.091,8</b>	<b>17.435,8</b>	<b>16.711,4</b>	<b>19.962,8</b>	<b>20.946,7</b>	<b>22.671,8</b>	<b>24.490,7</b>	<b>26.481,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	14.726,5	15.662,7	16.091,8	17.435,8	16.711,4	19.962,8	20.946,7	22.671,8	24.490,7	26.481,3
<b>Total Ressources</b>	<b>14.726,5</b>	<b>15.662,7</b>	<b>16.091,8</b>	<b>17.435,8</b>	<b>16.711,4</b>	<b>19.962,8</b>	<b>20.946,7</b>	<b>22.671,8</b>	<b>24.490,7</b>	<b>26.481,3</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.780,9	14.575,6	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,2	21.125,4	21.579,4	22.696,5	24.823,3
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	13.780,9	14.575,6	15.653,1	16.184,5	17.594,7	20.188,2	21.125,4	21.579,4	22.696,5	24.823,3
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	945,6	1.087,1	438,7	1.251,3	-883,3	-225,4	-178,7	1.092,4	1.794,2	1.658,0
<b>Total Emplois</b>	<b>14.726,5</b>	<b>15.662,7</b>	<b>16.091,8</b>	<b>17.435,8</b>	<b>16.711,4</b>	<b>19.962,8</b>	<b>20.946,7</b>	<b>22.671,8</b>	<b>24.490,7</b>	<b>26.481,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	945,6	1.087,1	438,7	1.251,3	-883,3	-225,4	-178,7	1.092,4	1.794,2	1.658,0
<b>Total Ressources</b>	<b>945,6</b>	<b>1.087,1</b>	<b>438,7</b>	<b>1.251,3</b>	<b>-883,3</b>	<b>-225,4</b>	<b>-178,7</b>	<b>1.092,4</b>	<b>1.794,2</b>	<b>1.658,0</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Epargne (B.8n)	945,6	1.087,1	438,7	1.251,3	-883,3	-225,4	-178,7	1.092,4	1.794,2	1.658,0
<b>Total Emplois</b>	<b>945,6</b>	<b>1.087,1</b>	<b>438,7</b>	<b>1.251,3</b>	<b>-883,3</b>	<b>-225,4</b>	<b>-178,7</b>	<b>1.092,4</b>	<b>1.794,2</b>	<b>1.658,0</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	945,6	1.087,1	438,7	1.251,3	-883,3	-225,4	-178,7	1.092,4	1.794,2	1.658,0
Transferts en capital à recevoir (D.9)	506,6	145,2	1.491,5	27,8	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8



## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	506,6	145,2	1.491,5	27,8	58,7	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8
En provenance des administrations publiques	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	29,7	0,0	1.363,4	0,0	0,0	174,7	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	377,7	46,0	28,9	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8
En provenance des sociétés non financières	377,7	26,2	28,9	27,8	58,7	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8
En provenance des sociétés financières	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-16,0	-18,7
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-111,5	-16,0	-18,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-26,3	-25,8	-19,8	-11,0	-14,2	-6,2	-10,6	-17,2	-16,0	-18,7
Versés aux sociétés non financières	-18,1	-21,0	-18,3	-9,3	-12,5	-4,3	-9,3	-4,3	-8,2	-10,7
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-8,2	-4,8	-1,5	-1,7	-1,7	-1,9	-1,3	-12,9	-7,8	-8,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>1.425,9</b>	<b>1.206,5</b>	<b>1.739,4</b>	<b>1.268,1</b>	<b>-838,8</b>	<b>29,7</b>	<b>-128,4</b>	<b>1.010,7</b>	<b>1.816,7</b>	<b>1.877,1</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.425,9	1.206,5	1.739,4	1.268,1	-838,8	29,7	-128,4	1.010,7	1.816,7	1.877,1
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>1.425,9</b>	<b>1.206,5</b>	<b>1.739,4</b>	<b>1.268,1</b>	<b>-838,8</b>	<b>29,7</b>	<b>-128,4</b>	<b>1.010,7</b>	<b>1.816,7</b>	<b>1.877,1</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.425,9	1.206,5	1.739,4	1.268,1	-838,8	29,7	-128,4	1.010,7	1.816,7	1.877,1
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>1.425,9</b>	<b>1.206,5</b>	<b>1.739,4</b>	<b>1.268,1</b>	<b>-838,8</b>	<b>29,7</b>	<b>-128,4</b>	<b>1.010,7</b>	<b>1.816,7</b>	<b>1.877,1</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	56,6	52,9	122,8	74,1	88,2	40,7	50,2	44,9	56,5	76,9
Formation brute de capital fixe (P.51)	56,6	52,9	122,8	74,1	88,2	40,7	50,2	44,9	56,5	76,9
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	14,2	11,4	76,1	42,8	75,0	24,2	33,2	26,1	36,8	54,8
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	14,2	11,4	76,1	42,8	75,0	24,2	33,2	26,1	36,8	54,8
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	42,4	41,5	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	22,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	42,4	41,5	46,7	31,3	13,2	16,5	17,0	18,8	19,7	22,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-53,9	-59,0	-61,5	-63,9	-57,1	-46,3	-40,3	-42,3	-45,2	-47,6
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	1.423,2	1.212,6	1.678,1	1.257,9	-869,9	35,3	-138,3	1.008,1	1.805,4	1.847,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>1.425,9</b>	<b>1.206,5</b>	<b>1.739,4</b>	<b>1.268,1</b>	<b>-838,8</b>	<b>29,7</b>	<b>-128,4</b>	<b>1.010,7</b>	<b>1.816,7</b>	<b>1.877,1</b>

### 3. Impôts et cotisations sociales effectives par type

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>31.266,8</b>	<b>32.514,5</b>	<b>32.404,4</b>	<b>33.872,4</b>	<b>34.888,0</b>	<b>37.506,1</b>	<b>39.330,3</b>	<b>41.648,4</b>	<b>42.679,9</b>	<b>43.261,0</b>
Impôts sur les produits (D.21)	26.496,8	27.775,9	27.497,4	28.924,9	29.581,5	32.107,1	34.003,0	35.517,6	37.261,5	37.183,1
Taxes du type TVA (D.211)	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
TVA grevant les produits	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,4
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,2
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	9.625,8	9.907,2	9.866,5	10.230,4	10.683,0	11.542,6	12.219,9	12.565,3	12.949,1	12.642,8
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.228,1	5.292,8	5.236,4	5.511,8	5.774,4	6.291,0	6.419,1	6.305,8	6.418,0	6.213,3
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.708,2	3.614,5
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.496,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	174,9
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	37,7
Cotisation sur l'énergie	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1	367,9	345,4	362,3	341,1	330,4
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	159,6	272,3	284,3	310,6	203,2
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5
Ecotaxes	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8
Droits de timbres (D.214 B)	174,1	161,2	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	3,7	5,2
Droits de timbres	174,1	161,2	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	3,7	5,2
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.382,2	2.507,6	2.430,3	2.377,1	2.541,4	2.714,3	3.129,2	3.476,4	3.701,1	3.544,9
Droits d'enregistrement	1.907,0	1.967,4	2.030,0	2.063,1	2.202,9	2.393,0	2.861,3	3.118,1	3.324,7	3.271,2
Droits d'hypothèque	54,5	37,4	39,3	47,9	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7
Droits de greffe	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1
Taxes sur les jeux et les paris	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.222,2	1.282,1	1.329,1	1.408,8	1.517,2	1.566,7	1.622,2	1.818,0	1.929,7	1.970,3
Taxes sur les contrats d'assurance	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	426,8	446,1	464,4	473,4	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	33,0	36,4	47,3	52,3	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9
Bénéfices de la loterie nationale	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	75,5	130,2	89,1	196,9	154,9	304,2	377,6	319,5	276,2	243,3

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	1,9	1,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	71,8	126,2	85,0	192,7	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,5	2,6	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4
Autres impôts sur la production (D.29)	4.770,0	4.738,6	4.907,0	4.947,5	5.306,5	5.399,0	5.327,3	6.130,8	5.418,4	6.077,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.856,6	2.897,1	3.060,1	3.411,4	3.638,0	3.678,9	3.705,2	3.821,7	3.950,7	4.101,7
Précompte immobilier (PP)	1.851,4	1.856,9	1.970,2	2.225,9	2.373,4	2.423,2	2.448,8	2.528,1	2.615,8	2.712,3
Précompte immobilier (Soc)	925,7	928,5	985,1	1.112,5	1.186,8	1.172,9	1.183,8	1.224,3	1.268,9	1.314,6
Taxe d'ouverture	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3
Taxe de patente	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	612,0	595,4	601,1	640,3	631,1	650,4	703,6	650,9	697,6	673,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	387,7	376,2	380,5	391,6	417,2	425,5	447,4	439,5	491,4	492,9
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9
Eurovignette	82,2	82,4	90,0	111,5	81,5	97,2	128,6	107,6	115,7	121,1
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3
Taxe sur les centres de coordination	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	272,3	243,4	210,0	207,5	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5
Taxe sur le lisier (RF)	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	170,3	158,7	132,9	133,0	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	1.006,7	980,3	1.012,0	666,0	787,1	817,9	734,5	1.452,2	582,4	1.115,5
Annuité de brevets	7,0	7,3	5,7	7,3	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7
Cotisation unique des sociétés	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,1	-5,3	0,8	0,0	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	506,3	493,7	467,5	510,0	578,9	563,0	575,7	604,9	630,2	635,9
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>40.311,9</b>	<b>42.969,3</b>	<b>44.733,3</b>	<b>45.817,5</b>	<b>45.797,7</b>	<b>48.460,9</b>	<b>51.253,8</b>	<b>52.569,9</b>	<b>54.599,3</b>	<b>57.058,2</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	38.861,9	41.606,1	43.316,6	44.047,4	44.064,0	46.624,7	48.920,5	50.757,8	52.703,4	55.124,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	30.990,7	33.273,4	35.029,0	35.666,0	35.843,1	37.445,1	38.939,0	39.253,0	40.889,3	43.500,4
Précompte mobilier (PP)	1.506,1	1.736,7	1.788,7	1.726,2	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.482,8	2.688,6
Précompte professionnel (PP)	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.463,2	38.881,1
Versements anticipés (PP)	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0
Rôles (PP)	873,5	816,7	770,1	967,1	978,7	1.143,2	948,3	-603,0	-853,4	-841,7
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9
Cotisation spéciale de sécurité sociale	581,6	601,0	670,0	689,8	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	985,6

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,4
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3
Autres impôts sur le revenu	8,0	8,4	18,9	56,9	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	22,2
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	7.702,3	8.088,9	8.091,4	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.367,5	11.626,5	11.494,4
Précompte mobilier (Soc)	762,6	547,8	606,7	581,3	502,1	465,0	557,5	525,3	553,3	593,3
Versements anticipés (Soc)	6.754,5	7.114,7	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.618,6
Impôts des non-résidents (Soc)	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1
Rôles (Soc)	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2
Autres impôts sur le revenu	7,2	4,8	12,9	25,4	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	12,2
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	168,9	243,8	196,2	239,8	309,3	188,2	165,7	137,3	187,6	129,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9
Autres impôts sur le revenu	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
Autres impôts courants (D.59)	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.733,7	1.836,2	2.333,3	1.812,1	1.895,9	1.934,2
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	430,9	416,0	374,2	419,7	402,6	490,5	527,4	649,0	661,2	710,4
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	98,4	101,7	54,1	74,6	63,5	70,3	68,6	71,7	74,0	79,8
Taxes sur les ASBL	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	53,5	72,8
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
Impôts de capitation (D.59 B)	24,6	20,2	30,8	80,0	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	65,3	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	956,9	888,6	938,7	1.194,8	1.177,1	1.199,4	1.216,1	1.172,0	1.235,0	1.166,3
Taxe de circulation payée par les ménages	813,2	756,1	775,9	795,6	848,8	856,9	893,3	875,5	981,9	984,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	37,6	38,4	73,0	75,6	77,9	84,2	519,3	-80,4	-61,0	-0,9
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8
Autres taxes	37,6	38,4	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	88,3	89,4	94,9
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>1.022,2</b>	<b>1.174,8</b>	<b>1.206,2</b>	<b>1.255,9</b>	<b>1.390,4</b>	<b>2.176,8</b>	<b>1.872,8</b>	<b>2.153,3</b>	<b>2.215,7</b>	<b>2.370,1</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	947,4	1.101,1	1.133,1	1.172,3	1.292,0	1.562,5	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5
Droits de succession	893,0	1.041,9	1.072,7	1.117,5	1.229,3	1.396,0	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7
Droits sur les donations	54,4	59,2	60,4	54,8	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6
Taxe sur l'épargne à long terme	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>72.600,9</b>	<b>76.658,6</b>	<b>78.343,9</b>	<b>80.945,8</b>	<b>82.076,1</b>	<b>88.143,8</b>	<b>92.456,9</b>	<b>96.371,6</b>	<b>99.494,9</b>	<b>102.689,3</b>

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>33.925,8</b>	<b>35.016,6</b>	<b>36.644,5</b>	<b>38.438,1</b>	<b>39.248,9</b>	<b>40.433,4</b>	<b>41.367,2</b>	<b>42.988,0</b>	<b>45.532,2</b>	<b>48.076,2</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	20.685,9	21.035,7	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.557,6	28.970,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	20.685,9	21.035,7	21.928,0	23.174,6	23.743,6	24.358,5	24.961,4	26.072,1	27.557,6	28.970,3
A charge des administrations publiques	2.767,3	2.834,0	2.778,7	3.057,6	3.450,9	3.561,7	3.734,4	3.898,7	4.039,1	4.230,4
A charge des autres secteurs	17.918,6	18.201,7	19.149,3	20.117,0	20.292,7	20.796,8	21.227,0	22.173,4	23.518,5	24.739,9
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.315,7	10.941,4	11.576,6	11.963,4	12.112,2	12.512,4	12.714,7	13.028,5	13.941,4	14.588,5
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.310,3	10.936,0	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.027,4	13.940,4	14.587,7
Sur les salaires et traitements bruts	10.310,3	10.936,0	11.569,7	11.958,8	12.110,3	12.511,1	12.713,4	13.027,4	13.940,4	14.587,7
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	0,8
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.924,2	3.039,5	3.139,9	3.300,1	3.393,1	3.562,5	3.691,1	3.887,4	4.033,2	4.517,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.875,0	2.990,7	3.092,1	3.252,7	3.345,0	3.514,4	3.641,8	3.833,3	3.979,6	4.463,3
A charge des travailleurs indépendants	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	797,1	852,8	885,1	951,5	983,9	1.048,1	1.109,4	1.153,5	1.187,2	1.278,9
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>106.526,7</b>	<b>111.675,2</b>	<b>114.988,4</b>	<b>119.383,9</b>	<b>121.325,0</b>	<b>128.577,2</b>	<b>133.824,1</b>	<b>139.359,6</b>	<b>145.027,1</b>	<b>150.765,5</b>



## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>25.545,7</b>	<b>26.718,3</b>	<b>26.450,8</b>	<b>25.863,0</b>	<b>26.415,0</b>	<b>28.554,0</b>	<b>29.855,3</b>	<b>31.674,1</b>	<b>32.383,5</b>	<b>32.904,5</b>
Impôts sur les produits (D.21)	24.880,2	26.076,8	25.778,7	25.620,3	26.088,3	28.255,4	29.564,8	30.780,2	32.340,4	32.472,0
Taxes du type TVA (D.211)	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
TVA grevant les produits	16.266,4	17.238,2	16.999,3	18.020,4	18.174,7	19.786,3	20.941,0	22.123,0	23.448,7	23.664,8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2	842,1	829,3	863,7	875,5
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1	28,9	30,6	33,2	38,7	42,4
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4	110,9	111,2	113,7	114,5	114,2
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	8.009,2	8.208,1	8.147,8	6.925,8	7.189,8	7.690,9	7.781,7	7.827,9	8.028,0	7.931,7
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	5.003,2	5.073,5	5.013,2	5.282,1	5.539,8	6.079,9	6.201,1	6.110,8	6.231,6	6.165,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.708,2	3.614,5
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.496,1
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6	58,4	59,5	61,3	61,4	62,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9	186,8	183,5	183,4	181,1	174,9
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3

### 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1	43,8	56,5	59,0	43,2	51,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	5,8	5,7	37,7
Cotisation sur l'énergie	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1	367,9	345,4	362,3	341,1	330,4
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	159,6	171,9	122,9	143,6	162,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5
Ecotaxes	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8
Droits de timbres (D.214 B)	174,1	161,2	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	3,7	5,2
Droits de timbres	174,1	161,2	157,7	159,7	159,0	134,7	119,1	45,4	3,7	5,2
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.709,4	1.827,1	1.723,8	476,4	456,5	443,7	401,4	441,5	461,4	410,3
Droits d'enregistrement	1.234,2	1.286,9	1.323,5	162,4	118,0	122,4	133,5	83,2	85,0	136,6
Droits d'hypothèque	54,5	37,4	39,3	47,9	58,3	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7
Droits de greffe	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	627,8	656,9	672,2	728,8	786,6	810,8	833,5	1.005,3	1.104,5	1.109,4
Taxes sur les contrats d'assurance	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9
Bénéfices de la loterie nationale	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	1,9	1,9

### 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	3,0	1,8	1,9	1,9	1,9
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	665,5	641,5	672,1	242,7	326,7	298,6	290,5	893,9	43,1	432,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	506,4	490,6	491,9	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8
Taxe de circulation payée par les entreprises	352,4	342,0	320,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	82,2	82,4	90,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3
Taxe sur les centres de coordination	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	131,7	123,3	151,1	131,6	211,6	190,4	192,6	819,4	-1,2	419,4
Annuité de brevets	7,0	7,3	5,7	7,3	7,1	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	484,3	-251,4	-72,6
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	72,0	63,3	71,7	71,5	110,0	107,7	111,4	139,5	169,3	157,1
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>37.461,0</b>	<b>40.545,7</b>	<b>41.718,9</b>	<b>41.859,5</b>	<b>41.462,1</b>	<b>43.974,3</b>	<b>46.642,2</b>	<b>47.715,1</b>	<b>49.209,8</b>	<b>52.415,0</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	36.460,0	39.593,6	40.765,4	41.552,3	41.147,2	43.622,3	45.823,9	47.437,2	48.952,5	52.150,9
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	28.588,8	31.260,9	32.477,8	33.170,9	32.926,3	34.442,7	35.842,4	35.932,4	37.138,4	40.527,3
Précompte mobilier (PP)	1.506,1	1.736,7	1.788,7	1.726,2	1.626,2	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.482,8	2.688,6
Précompte professionnel (PP)	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.932,0	33.187,1	34.922,7	36.584,9	39.050,0
Versements anticipés (PP)	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0
Rôles (PP)	-946,3	-594,3	-1.110,6	-837,9	-1.193,8	-1.038,8	-1.323,7	-3.074,0	-3.769,4	-2.997,7
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3
Autres impôts sur le revenu	8,0	8,4	18,9	56,9	19,2	18,7	15,3	28,1	33,6	22,2
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	7.702,3	8.088,9	8.091,4	8.141,6	7.911,6	8.991,4	9.815,8	11.367,5	11.626,5	11.494,4
Précompte mobilier (Soc)	762,6	547,8	606,7	581,3	502,1	465,0	557,5	525,3	553,3	593,3
Versements anticipés (Soc)	6.754,5	7.114,7	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.975,7	8.398,1	9.004,8	9.743,4	9.618,6
Impôts des non-résidents (Soc)	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1
Rôles (Soc)	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2
Autres impôts sur le revenu	7,2	4,8	12,9	25,4	10,5	10,4	8,7	16,6	19,3	12,2
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	168,9	243,8	196,2	239,8	309,3	188,2	165,7	137,3	187,6	129,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9
Autres impôts sur le revenu	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	25,8	28,0	46,3	57,2	17,3
Autres impôts courants (D.59)	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0	818,3	277,9	257,3	264,1
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	118,0	132,2	137,3	140,3	139,8	189,1	229,5	322,7	338,3	348,3
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	53,5	72,8
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6
Taxe de circulation payée par les ménages	739,3	687,4	653,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	432,6	-168,7	-150,4	-95,8
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	219,8	-49,0	-96,5	-63,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	212,8	-119,7	-53,9	-32,8
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>129,2</b>	<b>132,9</b>	<b>133,5</b>	<b>83,6</b>	<b>98,4</b>	<b>614,3</b>	<b>123,4</b>	<b>203,5</b>	<b>162,7</b>	<b>171,6</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6
Taxe sur l'épargne à long terme	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>63.135,9</b>	<b>67.396,9</b>	<b>68.303,2</b>	<b>67.806,1</b>	<b>67.975,5</b>	<b>73.142,6</b>	<b>76.620,9</b>	<b>79.592,7</b>	<b>81.756,0</b>	<b>85.491,1</b>

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>1.272,2</b>	<b>1.321,3</b>	<b>1.324,4</b>	<b>1.389,3</b>	<b>1.768,7</b>	<b>1.825,5</b>	<b>1.904,2</b>	<b>1.971,9</b>	<b>2.255,5</b>	<b>2.294,0</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8
A charge des administrations publiques	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5	480,7	482,1	491,6	532,2	527,6
A charge des autres secteurs	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7	132,5	126,1	122,5	222,9	241,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6
Sur les salaires et traitements bruts	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,6
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5	171,0	186,7	180,3	182,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>64.408,1</b>	<b>68.718,2</b>	<b>69.627,6</b>	<b>69.195,4</b>	<b>69.744,2</b>	<b>74.968,1</b>	<b>78.525,1</b>	<b>81.564,6</b>	<b>84.011,5</b>	<b>87.785,1</b>

## 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.873,8</b>	<b>1.863,4</b>	<b>1.901,2</b>	<b>3.450,5</b>	<b>3.640,9</b>	<b>3.773,7</b>	<b>4.145,5</b>	<b>4.408,2</b>	<b>4.666,3</b>	<b>4.599,6</b>
Impôts sur les produits (D.21)	947,9	945,1	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	947,9	945,1	974,0	2.429,0	2.610,0	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	672,8	680,5	706,5	1.900,7	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6
Droits d'enregistrement	672,8	680,5	706,5	1.900,7	2.084,9	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1
Taxes sur les jeux et les paris	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	925,9	918,3	927,2	1.021,5	1.030,9	979,1	972,2	962,5	1.011,7	1.032,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	201,8	231,9	245,5	251,4	236,7	195,8	195,4	191,6	188,4	202,8
Précompte immobilier (PP)	84,9	83,6	97,3	122,4	109,2	104,7	109,0	108,1	107,6	113,0
Précompte immobilier (Soc)	42,4	41,8	48,7	61,4	55,2	13,6	13,9	14,3	14,8	15,0
Taxe d'ouverture	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	70,3	70,6	74,6	521,3	505,6	530,3	584,8	548,9	618,2	623,1
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	25,4	356,0	379,3	386,8	406,7	399,5	446,7	448,1
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	111,5	81,5	97,2	128,6	107,6	115,7	121,1
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	272,3	243,4	210,0	207,5	228,3	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5
Taxe sur le lisier (RF)	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	170,3	158,7	132,9	133,0	149,5	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	381,5	372,4	397,1	41,3	60,3	22,7	27,7	28,4	27,0	26,4
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	24,2	25,7	32,1	41,3	60,3	22,7	27,7	28,4	27,0	26,4
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>24,6</b>	<b>20,2</b>	<b>82,8</b>	<b>813,1</b>	<b>1.000,4</b>	<b>1.020,7</b>	<b>1.049,2</b>	<b>1.040,0</b>	<b>1.015,3</b>	<b>954,7</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-121,7	-168,9
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



### 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	24,6	20,2	30,8	80,0	76,1	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	65,3	64,1	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	52,0	955,6	924,8	958,6	978,7	968,5	1.076,3	1.065,2
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	52,0	723,3	771,6	779,0	812,1	795,9	892,6	894,8
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>893,0</b>	<b>1.041,9</b>	<b>1.072,7</b>	<b>1.172,3</b>	<b>1.292,0</b>	<b>1.562,5</b>	<b>1.749,4</b>	<b>1.949,8</b>	<b>2.053,0</b>	<b>2.198,5</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	893,0	1.041,9	1.072,7	1.172,3	1.292,0	1.562,5	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5
Droits de succession	893,0	1.041,9	1.072,7	1.117,5	1.229,3	1.396,0	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	54,8	62,7	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,5</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.435,9</b>	<b>5.933,3</b>	<b>6.356,9</b>	<b>6.944,1</b>	<b>7.398,0</b>	<b>7.734,6</b>	<b>7.752,8</b>

### 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>31,8</b>	<b>28,5</b>	<b>37,8</b>	<b>37,5</b>	<b>41,7</b>	<b>37,6</b>	<b>37,6</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	27,3	27,3	26,6	26,7	26,7
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	10,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	10,9
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	10,5	10,2	15,1	10,9	10,9
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>2.791,4</b>	<b>2.925,5</b>	<b>3.056,7</b>	<b>5.467,7</b>	<b>5.961,8</b>	<b>6.394,7</b>	<b>6.981,6</b>	<b>7.439,7</b>	<b>7.772,2</b>	<b>7.790,4</b>

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>3.095,2</b>	<b>3.098,9</b>	<b>3.207,6</b>	<b>3.587,4</b>	<b>3.842,3</b>	<b>3.949,1</b>	<b>4.087,4</b>	<b>4.268,4</b>	<b>4.407,9</b>	<b>4.437,3</b>
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4	161,4	167,0	41,2
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.842,3	3.949,1	3.987,0	4.107,0	4.240,9	4.396,1
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.649,8	2.660,0	2.809,3	3.154,6	3.395,8	3.477,8	3.509,7	3.630,0	3.762,3	3.898,9
Précompte immobilier (PP)	1.766,5	1.773,3	1.872,9	2.103,5	2.264,2	2.318,5	2.339,8	2.420,0	2.508,2	2.599,3
Précompte immobilier (Soc)	883,3	886,7	936,4	1.051,1	1.131,6	1.159,3	1.169,9	1.210,0	1.254,1	1.299,6
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8
Taxe de circulation payée par les entreprises	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	410,1	404,7	363,7	397,2	408,6	432,6	436,6	437,0	433,9	452,4
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	410,1	404,7	363,7	397,2	408,6	432,6	436,6	437,0	433,9	452,4
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>2.029,7</b>	<b>1.619,8</b>	<b>2.078,3</b>	<b>2.250,0</b>	<b>2.391,6</b>	<b>2.414,4</b>	<b>2.508,5</b>	<b>2.710,6</b>	<b>3.168,7</b>	<b>2.420,2</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0	2.272,0	2.471,0	2.916,0	2.156,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	209,9	208,8	197,6	222,5	218,6	232,4	236,5	239,6	252,7	264,2
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	98,4	101,7	54,1	74,6	63,5	70,3	68,6	71,7	74,0	79,8
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	98,4	101,7	54,1	74,6	63,5	70,3	68,6	71,7	74,0	79,8
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5
Taxe de circulation payée par les ménages	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	37,6	38,4	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	88,3	89,4	94,9
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	37,6	38,4	73,0	75,6	77,9	84,2	86,7	88,3	89,4	94,9
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>5.124,9</b>	<b>4.718,7</b>	<b>5.285,9</b>	<b>5.837,4</b>	<b>6.233,9</b>	<b>6.363,5</b>	<b>6.595,9</b>	<b>6.979,0</b>	<b>7.576,6</b>	<b>6.857,5</b>

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>18,3</b>	<b>22,8</b>	<b>21,8</b>	<b>20,2</b>	<b>20,0</b>	<b>21,7</b>	<b>22,5</b>	<b>22,6</b>	<b>25,7</b>	<b>26,6</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
A charge des administrations publiques	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	20,3	21,7	22,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	20,3	21,7	22,6
Sur les salaires et traitements bruts	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	19,2	19,9	20,3	21,7	22,6
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>5.143,2</b>	<b>4.741,5</b>	<b>5.307,7</b>	<b>5.857,6</b>	<b>6.253,9</b>	<b>6.385,2</b>	<b>6.618,4</b>	<b>7.001,6</b>	<b>7.602,3</b>	<b>6.884,1</b>

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>752,1</b>	<b>833,9</b>	<b>844,8</b>	<b>971,5</b>	<b>989,8</b>	<b>1.229,3</b>	<b>1.242,1</b>	<b>1.297,7</b>	<b>1.222,2</b>	<b>1.319,6</b>
Impôts sur les produits (D.21)	668,7	754,0	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	668,7	754,0	744,7	875,6	883,2	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	594,4	625,2	656,9	680,0	730,6	755,9	788,7	812,7	825,2	860,9
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	426,8	446,1	464,4	473,4	502,0	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	33,0	36,4	47,3	52,3	54,8	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	74,3	128,8	87,8	195,6	152,6	301,2	375,8	317,6	274,3	241,4

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	71,8	126,2	85,0	192,7	149,7	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,5	2,6	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4
Autres impôts sur la production (D.29)	83,4	79,9	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	83,4	79,9	100,1	95,9	106,6	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation inique des sociétés	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,1	-5,3	0,8	0,0	5,6	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>796,6</b>	<b>783,6</b>	<b>853,3</b>	<b>894,9</b>	<b>943,6</b>	<b>1.051,5</b>	<b>1.053,9</b>	<b>1.104,2</b>	<b>1.205,5</b>	<b>1.268,3</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	582,1	601,5	670,5	690,1	744,3	820,4	824,6	849,6	956,6	986,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	581,6	601,0	670,0	689,8	743,9	820,1	824,1	849,3	956,3	985,6

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,4
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	231,1	229,3	254,6	248,9	282,3
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>1.548,7</b>	<b>1.617,5</b>	<b>1.698,1</b>	<b>1.866,4</b>	<b>1.933,4</b>	<b>2.280,8</b>	<b>2.296,0</b>	<b>2.401,9</b>	<b>2.427,7</b>	<b>2.587,9</b>

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>32.635,3</b>	<b>33.672,5</b>	<b>35.298,3</b>	<b>36.996,8</b>	<b>37.431,7</b>	<b>38.548,4</b>	<b>39.403,0</b>	<b>40.951,8</b>	<b>43.213,4</b>	<b>45.718,0</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	20.405,7	20.736,4	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.771,8	28.170,8
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	20.405,7	20.736,4	21.651,5	22.846,7	23.110,9	23.715,5	24.323,3	25.429,1	26.771,8	28.170,8
A charge des administrations publiques	2.627,2	2.684,3	2.626,7	2.871,9	2.960,9	3.051,2	3.222,4	3.378,2	3.476,2	3.672,1
A charge des autres secteurs	17.778,5	18.052,1	19.024,8	19.974,8	20.150,0	20.664,3	21.100,9	22.050,9	23.295,6	24.498,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	9.427,6	10.023,6	10.638,7	10.987,4	11.078,7	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.588,7	13.212,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	9.422,2	10.018,2	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.587,7	13.211,6
Sur les salaires et traitements bruts	9.422,2	10.018,2	10.631,8	10.982,8	11.076,8	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.587,7	13.211,6
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	1,3	1,3	1,1	1,0	0,8
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.802,0	2.912,5	3.008,1	3.162,7	3.242,1	3.406,0	3.520,1	3.700,7	3.852,9	4.334,8
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.752,8	2.863,7	2.960,3	3.115,3	3.194,0	3.357,9	3.470,8	3.646,6	3.799,3	4.280,7
A charge des travailleurs indépendants	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	674,9	725,8	753,3	814,1	832,9	891,6	938,4	966,8	1.006,9	1.096,3
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1	49,3	54,1	53,6	54,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>34.184,0</b>	<b>35.290,0</b>	<b>36.996,4</b>	<b>38.863,2</b>	<b>39.365,1</b>	<b>40.829,2</b>	<b>41.699,0</b>	<b>43.353,7</b>	<b>45.641,1</b>	<b>48.305,9</b>

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.700,0</b>	<b>1.926,6</b>	<b>1.828,9</b>	<b>1.600,5</b>	<b>1.700,2</b>	<b>1.515,7</b>	<b>1.686,8</b>	<b>1.791,7</b>	<b>1.918,3</b>	<b>1.916,1</b>
Impôts sur les produits (D.21)	1.700,0	1.926,6	1.828,9	1.600,5	1.700,2	1.515,7	1.686,8	1.791,7	1.918,3	1.916,1
Taxes du type TVA (D.211)	745,8	891,5	818,1	570,6	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3
TVA grevant les produits	745,8	891,5	818,1	570,6	555,7	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	868,5	960,3	964,9	979,5	1.114,5	1.141,2	1.208,3	1.333,5	1.402,4	1.398,0
Droits sur les importations (D.2121)	834,5	932,3	941,6	956,0	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.315,0	1.379,6	1.373,5
Droits d'entrée, y compris droits CECA	834,5	932,3	941,6	956,0	1.086,0	1.118,3	1.191,6	1.315,0	1.379,6	1.373,5
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5
Prélèvements agricoles	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	56,8	56,8
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	56,8	56,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	72,9	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1	57,1	12,4	56,8	56,8
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisation 2006 : TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titrisations 2005 et 2006 (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique "secteur du diamant"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>1.700,0</b>	<b>1.926,6</b>	<b>1.828,9</b>	<b>1.600,5</b>	<b>1.700,2</b>	<b>1.515,7</b>	<b>1.686,8</b>	<b>1.791,7</b>	<b>1.918,3</b>	<b>1.916,1</b>



## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Cotisations sociales effectives (D.611)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>1.700,0</b>	<b>1.926,6</b>	<b>1.828,9</b>	<b>1.600,5</b>	<b>1.700,2</b>	<b>1.515,7</b>	<b>1.686,8</b>	<b>1.791,7</b>	<b>1.918,3</b>	<b>1.916,1</b>

## 3.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Transferts de recettes fiscales</b>	<b>26.246,0</b>	<b>26.885,3</b>	<b>28.873,1</b>	<b>27.115,6</b>	<b>28.437,4</b>	<b>32.252,9</b>	<b>35.083,5</b>	<b>37.004,2</b>	<b>39.436,5</b>	<b>42.612,9</b>
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5
TVA grevant les produits	9.101,2	9.203,6	9.671,7	9.938,5	10.294,4	10.607,8	11.345,6	11.847,4	12.288,9	13.205,2
Précompte professionnel (PP)	13.763,2	13.830,0	15.626,3	12.549,5	13.344,2	13.623,2	14.366,3	14.752,7	15.790,7	16.724,3
Aux administrations locales	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
TVA grevant les produits	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2
Aux administrations de sécurité sociale	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2
TVA grevant les produits	3.287,1	3.757,2	3.488,5	4.438,8	4.523,1	7.607,8	8.432,1	9.019,2	9.728,4	10.992,4
Droits d'accise	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	208,2	741,9	754,2	870,4	893,3
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	208,2	611,9	624,2	740,4	763,3
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	130,0	130,0	130,0	130,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	430,4	447,4	494,2
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	2,1	2,5
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,6	74,6
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,1	53,0
Rôles (NR)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Rôles (PP) - Stock options	0,0	0,0	9,0	93,8	67,9	55,8	33,6	37,4	38,8	51,9
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5	15,1	15,4	15,9	10,2
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

#### 4. Détail des prestations sociales

## 4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>51.840,8</b>	<b>53.895,6</b>	<b>56.651,9</b>	<b>59.791,0</b>	<b>63.276,1</b>	<b>66.740,5</b>	<b>69.278,6</b>	<b>71.217,7</b>	<b>74.797,0</b>	<b>80.248,5</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	14.597,9	15.592,0	16.761,1	17.435,9	18.936,3	20.520,5	21.576,8	22.053,3	23.251,4	25.502,7
Soins de santé	13.233,0	14.024,8	15.052,2	15.372,2	16.744,5	18.052,8	18.896,1	19.255,6	20.285,8	22.248,7
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	12.230,2	12.964,1	13.910,5	14.212,5	15.488,8	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	-
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	901,2	963,8	1.046,6	1.065,2	1.166,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	-
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	74,3	69,6	65,4	64,5	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	33,7
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3
Autres prestations sociales en nature	1.364,9	1.567,2	1.708,9	1.995,2	2.058,6	2.299,1	2.494,7	2.599,2	2.748,1	3.008,7
Prestations sociales en espèces	37.242,9	38.303,6	39.890,8	42.355,1	44.339,8	46.220,0	47.701,8	49.164,4	51.545,6	54.745,8
Indemnités maladie-invalidité	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.207,7	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.840,3	4.145,6	4.549,5
Salariés	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.042,0	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.618,8	3.893,7	4.267,4
Indépendants	136,9	140,3	153,3	165,7	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	282,1
Chômage	4.504,4	4.380,6	4.637,1	5.355,7	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.771,8	5.791,8
Prépensions	1.214,9	1.163,0	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7
Interruption de carrière et crédit-temps	196,9	235,7	273,6	352,4	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.721,8	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.818,4	18.437,5	19.803,6
Salariés	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.942,0
Indépendants	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.905,2	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.546,6
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	260,3	262,8	267,7	272,0	281,0	287,0	290,4	295,8	305,0	315,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	6.101,0	6.418,4	6.756,6	7.219,9	7.558,9	8.112,7	8.433,1	8.893,0	10.119,2	10.731,9
Fonds des veuves et orphelins	829,8	854,5	878,5	913,9	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6
Pool des parastataux	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8	611,0	661,4	699,6	770,6
Personnel statutaire de LA POSTE	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	12,6	12,5	12,0	12,0	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6
Régime d'employeurs	4.091,7	4.253,5	4.426,6	4.708,4	4.911,6	5.189,7	5.379,4	5.704,3	6.050,1	6.474,0
Mise en disponibilité (enseignants)	268,9	345,0	438,7	522,7	530,5	506,7	491,2	454,0	395,7	333,9
Allocations familiales (secteur privé)	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.282,8
Salariés	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,2	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.860,7
Indépendants	322,6	316,0	332,2	332,2	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	386,9
Prestations familiales garanties	29,5	30,3	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2
Allocations familiales (secteur public)	863,4	901,2	923,8	958,1	966,8	996,4	1.021,9	1.059,1	1.080,2	1.130,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	251,2	283,5	281,9	302,3	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	387,9
Régime d'employeurs	612,2	617,7	641,9	655,8	643,9	661,9	666,5	683,9	700,7	742,3
Accidents de travail	168,4	161,5	164,2	169,1	164,1	169,2	176,1	178,7	183,0	191,2
Maladies professionnelles	316,3	324,3	325,0	326,0	329,9	325,5	327,1	325,0	324,5	340,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	423,8	426,2	420,1	536,2	514,4	517,1	575,2	603,8	682,9	717,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7
Allocations aux handicapés	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8
Pensions de guerre	270,9	250,8	236,0	223,2	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	917,6	1.008,6	1.094,7	1.141,1	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.191,6	1.141,7	1.229,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	157,7	148,2	168,6	180,4	193,7
Autres prestations sociales en espèces	818,3	983,4	981,2	1.029,1	1.141,0	1.195,1	1.197,3	1.257,1	1.406,3	1.459,9

## 4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>5.751,1</b>	<b>5.904,3</b>	<b>5.989,1</b>	<b>6.154,8</b>	<b>6.564,5</b>	<b>5.863,0</b>	<b>6.058,9</b>	<b>6.195,4</b>	<b>7.267,3</b>	<b>7.697,6</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	89,0	59,4	57,4	38,7
Soins de santé	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.259,8	56,3	51,7	44,0	41,0	33,7
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	946,3	963,0	1.001,4	996,2	1.108,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	70,1	73,4	78,4	78,9	92,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	74,3	69,6	65,4	64,5	59,6	56,3	51,7	44,0	41,0	33,7
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,3	15,4	16,4	5,0
Prestations sociales en espèces	4.660,4	4.798,3	4.843,9	5.015,2	5.304,7	5.806,7	5.969,9	6.136,0	7.209,9	7.658,9
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.712,1	2.819,5	2.854,4	2.991,8	3.103,0	3.393,7	3.544,6	3.699,5	4.642,7	4.876,7
Fonds des veuves et orphelins	829,8	854,5	878,5	913,9	933,4	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6
Pool des parastataux	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	12,6	12,5	12,0	12,0	10,9	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6
Régime d'employeurs	1.429,7	1.482,2	1.471,8	1.530,8	1.552,8	1.563,2	1.593,1	1.626,2	1.668,9	1.723,3
Mise en disponibilité (enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	260,5	251,5	259,5	257,3	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	239,4
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	260,5	251,5	259,5	257,3	232,4	235,0	222,5	220,3	223,7	239,4
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7
Allocations aux handicapés	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8
Pensions de guerre	270,9	250,8	236,0	223,2	212,0	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	157,7	148,2	168,6	180,4	193,7
Autres prestations sociales en espèces	238,4	237,8	210,7	178,0	198,2	180,6	190,9	169,7	171,2	167,2

## 4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>3.796,9</b>	<b>4.140,1</b>	<b>4.529,4</b>	<b>5.053,8</b>	<b>5.280,3</b>	<b>5.745,6</b>	<b>6.114,2</b>	<b>6.455,1</b>	<b>6.837,5</b>	<b>7.382,7</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	1.061,5	1.150,9	1.288,5	1.550,3	1.572,8	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.159,4	2.395,1
Prestations sociales en espèces	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.503,5	3.707,5	3.955,7	4.193,4	4.425,2	4.678,1	4.987,6
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.037,3	2.218,2	2.456,4	2.703,4	2.860,2	3.054,0	3.245,1	3.440,9	3.633,3	3.880,0
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	1.825,8	1.943,5	2.107,0	2.282,3	2.433,4	2.649,3	2.855,4	3.083,2	3.322,3	3.618,0
Mise en disponibilité (enseignants)	211,5	274,7	349,4	421,1	426,8	404,7	389,7	357,7	311,0	262,0
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	310,8	323,4	337,3	351,4	362,6	375,8	389,7	407,0	417,6	439,8
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	310,8	323,4	337,3	351,4	362,6	375,8	389,7	407,0	417,6	439,8
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	387,3	447,6	447,2	448,7	484,7	525,9	558,6	577,3	627,2	667,8

## 4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>1.676,5</b>	<b>1.866,7</b>	<b>1.939,4</b>	<b>2.148,7</b>	<b>2.221,0</b>	<b>2.307,0</b>	<b>2.351,8</b>	<b>2.446,4</b>	<b>2.574,4</b>	<b>2.711,7</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3	471,7	487,7	505,7	540,2
Prestations sociales en espèces	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.764,3	1.797,3	1.861,7	1.880,1	1.958,7	2.068,7	2.171,5
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	893,6	898,1	937,1	996,9	1.029,1	1.079,2	1.032,4	1.091,2	1.143,6	1.204,6
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	836,2	827,8	847,8	895,3	925,4	977,2	930,9	994,9	1.058,9	1.132,7
Mise en disponibilité (enseignants)	57,4	70,3	89,3	101,6	103,7	102,0	101,5	96,3	84,7	71,9
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	29,2	30,2	31,6	31,9	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	41,3
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	29,2	30,2	31,6	31,9	32,9	34,4	36,6	37,4	38,5	41,3
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	423,8	426,2	420,1	536,2	514,4	517,1	575,2	603,8	682,9	717,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	75,6	149,3	187,0	199,3	220,9	231,0	235,9	226,3	203,7	208,6

## 4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>40.616,3</b>	<b>41.984,5</b>	<b>44.194,0</b>	<b>46.433,7</b>	<b>49.210,3</b>	<b>52.824,9</b>	<b>54.753,7</b>	<b>56.120,8</b>	<b>58.117,8</b>	<b>62.456,5</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	12.191,4	12.972,2	13.963,8	14.361,6	15.680,0	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,9	22.528,7
Soins de santé	12.142,3	12.918,8	13.907,0	14.232,6	15.484,7	17.996,5	18.844,4	19.211,6	20.244,8	22.215,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	11.283,9	12.001,1	12.909,1	13.216,3	14.380,6	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	-
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	831,1	890,4	968,2	986,3	1.074,1	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	-
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3
Autres prestations sociales en nature	49,1	53,4	56,8	60,5	62,1	63,9	64,9	66,2	66,6	68,4
Prestations sociales en espèces	28.424,9	29.012,3	30.230,2	32.072,1	33.530,3	34.595,9	35.658,4	36.644,5	37.588,9	39.927,8
Indemnités maladie-invalidité	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.207,7	3.366,1	3.485,4	3.636,4	3.840,3	4.145,6	4.549,5
Salariés	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.042,0	3.179,1	3.289,5	3.434,0	3.618,8	3.893,7	4.267,4
Indépendants	136,9	140,3	153,3	165,7	187,0	195,9	202,4	221,5	251,9	282,1
Chômage	4.504,4	4.380,6	4.637,1	5.355,7	5.746,9	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.771,8	5.791,8
Prépensions	1.214,9	1.163,0	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7
Interruption de carrière et crédit-temps	196,9	235,7	273,6	352,4	432,0	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.721,8	16.253,1	16.663,9	17.320,8	17.818,4	18.437,5	19.803,6
Salariés	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.942,0
Indépendants	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.905,2	1.959,1	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.546,6
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	260,3	262,8	267,7	272,0	281,0	287,0	290,4	295,8	305,0	315,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8	611,0	661,4	699,6	770,6
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8	611,0	661,4	699,6	770,6
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mise en disponibilité (enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.669,8	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.282,8
Salariés	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,2	3.309,1	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.860,7
Indépendants	322,6	316,0	332,2	332,2	328,2	327,3	328,4	337,4	355,0	386,9
Prestations familiales garanties	29,5	30,3	27,9	30,5	32,5	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2
Allocations familiales (secteur public)	262,9	296,1	295,4	317,5	338,9	351,2	373,1	394,4	400,4	409,7
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	251,2	283,5	281,9	302,3	322,9	334,5	355,4	375,2	379,5	387,9
Régime d'employeurs	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,7	17,7	19,2	20,9	21,8
Accidents de travail	168,4	161,5	164,2	169,1	164,1	169,2	176,1	178,7	183,0	191,2
Maladies professionnelles	316,3	324,3	325,0	326,0	329,9	325,5	327,1	325,0	324,5	340,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	917,6	1.008,6	1.094,7	1.141,1	1.242,2	1.272,1	1.240,6	1.191,6	1.141,7	1.229,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	117,0	148,7	136,3	203,1	237,2	257,6	211,9	283,8	404,2	416,3



# Nouveautés méthodologiques

Au cours de l'année 2009 une révision occasionnelle des comptes nationaux a été mise en oeuvre. Bien que les principales modifications méthodologiques portent sur la révision de l'optique dépenses des comptes nationaux, quelques modifications méthodologiques ayant un impact soit sur le solde de financement des administrations publiques, soit sur le niveau du PIB ont été introduites dans les comptes publics.

En réponse à la crise financière, les Etats ont pris différentes mesures telles que la mise à disposition de fonds aux institutions financières sous la forme de prises de participations ou de crédits, ou encore l'apport à celles-ci d'une garantie de l'Etat. Une explication des règles statistiques en vigueur pour leur enregistrement dans les comptes publics a semblé nécessaire.

Depuis la notification EDP d'avril 2009 et en attente de développements futurs, l'ICN classe la société Beheersmaatschappij Antwerpen Mobiel (BAM) dans le secteur des administrations publiques. L'incidence de cette modification sur le solde de financement de l'ensemble des administrations publique est négative et négligeable, à l'exception de l'année 2004 où elle atteint -0,1 p.c. du PIB.

## 1. Modification méthodologique: le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

Le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (le "Fonds de fermeture" ou le "Fonds") a été institué auprès de l'ONEM et est géré de la même manière que cet organisme. Le Fonds possède toutefois une personnalité juridique qui lui est propre. Le Fonds intervient dans des situations spécifiques telles que les faillites, les liquidations, les reprises après faillite, les transferts conventionnels ou simplement la carence de l'employeur. Le Fonds est un organisme public, financé par des cotisations patronales obligatoires, qui paie des prestations sociales (pour compte des employeurs défaillants ou pour compte propre). Il constitue donc une unité institutionnelle à classer dans le sous-secteur des administrations de sécurité sociale. Jusqu'à présent, certaines des prestations à charge du Fonds étaient considérées comme des octrois de crédits aux entreprises pour le compte desquelles le Fonds intervenait et n'avaient donc aucun impact sur le solde de financement des administrations publiques. Les données historiques montrent que la plus grande partie des crédits octroyés aux entreprises pour lesquelles le Fonds intervient ne sont jamais remboursés.

Le Manuel SEC 1995 pour le déficit public et la dette publique spécifie:

– partie II, chapitre 3, point 2:

*"Dans certains contextes (défaillance financière, sauvetage d'entreprise, assurance à l'exportation...), les caractéristiques des prêts effectués par l'administration publique (les obligations contractuelles) devraient être examinées de près afin de vérifier la pertinence du classement en crédits (F.4)".*

– partie II, chapitre 1, point 2:

*"F.4 (Crédits) Lors du traitement d'un versement à une unité publique en crédit (ou prêt), il est nécessaire de considérer la probabilité de remboursement, ainsi que les arrangements liés au paiement du principal et des intérêts. Dans certains cas, soit le remboursement lui-même est très incertain et il vaut mieux enregistrer le prêt en transfert en capital, soit le versement d'intérêts n'est pas prévu et il vaut mieux enregistrer le prêt en autres participations."*

Sur cette base, il convient de ne pas considérer les crédits octroyés par le Fonds comme des opérations financières mais comme des transferts aux entreprises qui en bénéficient. De manière symétrique, les récupérations seront considérées comme des transferts reçus du Fonds et non pas comme des remboursements de prêts.

Puisque la plupart des interventions du Fonds concerne des entreprises qui tombent en faillite et qui ne déposent donc plus de comptes annuels auprès de la Centrale des bilans, source utilisée pour établir les comptes des sociétés non financières, cela signifie que les prestations sociales correspondant aux indemnités sont absentes des dépenses des sociétés non financières et des recettes des ménages. Les comptes non financiers ignorent donc totalement ces opérations. Pour pallier cet effet et respecter au plus près la réalité économique, il est plus pertinent d'enregistrer directement les dépenses du Fonds comme des prestations sociales aux ménages.

<b>Impact de la révision sur le solde de financement des administrations publiques</b>					
	2004	2005	2006	2007	2008
en millions d'euros	-119	-125	-97	-69	-78
p.m. en p.c. du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

## 2. La révision occasionnelle 2009 et les comptes des administrations publiques

Outre la modification méthodologique apportée au traitement des opérations du Fonds de fermeture des entreprises, quelques adaptations méthodologiques ayant un impact sur PIB, ont été introduites dans les comptes publics lors de la révision 2009.

Le tableau ci-dessous énumère les différents éléments et annonce s'ils ont un impact sur les recettes publiques, les dépenses publiques et le solde de financement des administrations publiques.

<b>Eléments</b>	<b>Introduction à partir de</b>	<b>PIB</b>	<b>Total Rec.</b>	<b>Total Dép.</b>	<b>Solde</b>
Consommation de capital fixe	1989	oui	non	non	non
Droits de douanes payés par les non résidents (Effet Rotterdam)	1974	oui	non	non	non
Amendes et pénalités en matière fiscales/parafiscales (requalification d'impôts et de cotisations sociales effectives à charge des employeurs en transferts courants divers) et crédits d'impôts	1970	oui	oui	oui	non

## 2.1 La consommation de capital fixe

En résumé et pour ce qui concerne le secteur des administrations publiques, les adaptations apportées au début des années 2000 ainsi que lors de la révision occasionnelle 2005 avaient mené à des séries qui étaient "hybrides" dans le sens où la méthode utilisée pour estimer le stock de capital et la consommation de capital fixe pour les années avant 2000 était différente de la méthode utilisée pour les années à partir de 2000.

La révision a pour objectif d'appliquer la méthode utilisée pour estimer le stock de capital et la consommation de capital fixe pour les années à partir de 2000 à toutes les séries à partir de l'année 1989<sup>1</sup>.

## 2.2 Les droits de douanes payés par les non résidents (effet Rotterdam)

Dans le cadre de la révision 2005, un coefficient correcteur avait été calculé par comparaison des importations nationales avec les importations communautaires et avait été appliqué aux droits de douanes.

Compte tenu de la révision, en 2009, des opérations d'import-export réalisées par des non-résidents assujettis à la TVA belge dans le cadre du passage du concept communautaire au concept national, le coefficient correcteur doit être recalculé sur base des nouvelles séries d'importations "Extra-UE".

Pour rappel, les impôts cédés aux institutions européennes sont directement enregistrés dans les comptes du reste du monde et ne transitent pas par les comptes des administrations publiques. Il s'ensuit donc que cette correction n'a pas d'impact sur le total des recettes fiscales et parafiscales reçues par les administrations publiques belges mais affecte la part belge dans le total des impôts communautaires. Par contre, quelle que soit la définition de pression fiscale adoptée (définitions d'Eurostat ou définition de la BCE), la partie des impôts communautaires perçue sur le territoire national y est incluse et toute modification des droits de douanes a donc un effet sur la pression fiscale en Belgique.

## 2.3 Amendes et pénalités en matières fiscales/ parafiscales et crédits d'impôts

Dans le SEC 1995, les prélèvements fiscaux et parafiscaux qu'il convient d'enregistrer comprennent les intérêts de retard et les amendes et pénalités s'il est impossible de les distinguer des impôts auxquels ils se rapportent (voir § 4.28, 481 et 4.133 a).

En 2008, Eurostat a mené une enquête pour vérifier dans quelle mesure les Etats membres appliquaient correctement cette règle. Bien qu'il est essayé de suivre le plus possible la règle générale dans les comptes publics belges, il est apparu que le principe n'était pas suivi pour les amendes relatives à quelques impôts ainsi que pour les amendes et pénalités en matière de cotisations sociales qui étaient enregistrées parmi les cotisations sociales effectives à charge des employeurs.

Suite à l'enquête d'Eurostat de 2008, il est aussi apparu que les pays traitent les crédits d'impôts récupérables de manière disparate. Dans le cadre de la transmission des statistiques annuelles

1. Pour une description détaillée de la méthode de calcul du stock de capital et de la consommation de capital fixe, voir les publications de l'ICN "Comptes nationaux, Partie 2, Comptes détaillés et tableaux 1995-2004" (2005) et "Comptes nationaux, Stock de capital et investissements 1970-2001" (2003).

des recettes fiscales de septembre 2009, Eurostat a demandé que les pays appliquent les règles internationales pour les crédits d'impôts récupérables<sup>1</sup>.

Les crédits d'impôts concernés, qui n'existent en Belgique que depuis l'année 2004, sont le crédit d'impôt "enfants", le crédit d'impôt pour les faibles revenus d'activité et le crédit d'impôt pour le package "Internet pour tous".

### 3. Impact sur les finances publiques des interventions de l'Etat pour sauvegarder la stabilité financière

L'incidence sur les finances publiques des interventions de l'Etat pour sauvegarder la stabilité financière est déterminée en fonction des règles de comptabilité nationale. La diversité des interventions des Etats afin de sauvegarder la stabilité financière a amené Eurostat, l'Office statistique européen, à se pencher sur l'interprétation précise des règles comptables en vue de leur application cohérente aux circonstances propres à la crise financière dans tous les Etats membres. Cette interprétation a été publiée le 15 juillet 2009 sous la forme d'une décision<sup>2</sup>.

Des prises de participations des administrations publiques dans des sociétés sont enregistrées dans les comptes nationaux comme des opérations financières sans incidence sur leur solde de financement pour autant qu'elles reçoivent, en échange de leur apport, un actif financier de même valeur, susceptible de générer des dividendes et/ou une plus-value. La valeur de transaction d'une opération financière doit, pour ce faire, correspondre au prix du marché ou à la juste valeur des actifs concernés. Ces opérations entraînent un accroissement de la dette de l'ensemble des administrations publiques, à hauteur du recours à l'emprunt pour financer l'achat de ces actions et autres participations.

Les pouvoirs publics peuvent également injecter des fonds dans une société sous la forme de prêts. Si le prêt est octroyé aux conditions du marché et si l'entreprise a l'obligation d'en rembourser le principal et les intérêts, il s'agira d'une opération financière. Il n'affecte donc pas le solde de financement des administrations publiques, mais bien leurs comptes financiers soit que le recours à l'emprunt est nécessaire pour financer l'octroi de ce prêt, soit que ce prêt se substitue à d'autres actifs financiers.

Selon les règles comptables, les garanties octroyées par les pouvoirs publics n'ont aucune incidence sur les finances publiques (ni sur la dette ni sur le solde de financement) à moins d'une preuve écrite ou irréfutable qu'elles seront appelées.

Les entités financières spécialement créées dans le cadre de la crise financière dont la majorité du capital est détenue par des unités n'appartenant pas au secteur des administrations publiques et dont les pertes attendues sont faibles par rapport au total de leurs engagements sont classées en dehors des administrations publiques dès leur création.

Dans le cas belge, les injections de capitaux des pouvoirs publics successivement dans Fortis, Dexia, Ethias et KBC ont entraîné une hausse de la dette. Elles n'ont eu aucune incidence sur le solde de financement. Il s'agit d'opérations purement financières n'impliquant aucun transfert dans la mesure où le prix des transactions a été conforme au prix du marché. De même, les garanties sont considérées comme n'ayant pas d'impact sur les finances publiques. Enfin, la structure de défaillance de Fortis, le SPV Royal Park Investment a été traité comme une société financière ne faisant pas partie du périmètre des administrations publiques.

1. Les crédits d'impôt récupérables sont des crédits d'impôt qui peuvent donner lieu à un versement aux contribuables lorsque le montant du crédit excède le montant de l'impôt considéré qu'ils doivent verser. Ils sont parfois mentionnés comme des crédits d'impôt "payables" ou "remboursables". Les recommandations internationales dont l'utilisation est préconisée par Eurostat prévoient que seule la part d'un crédit d'impôt récupérable qui est utilisée pour réduire ou supprimer le montant d'impôt dû par un contribuable doit être déduite lors du calcul des recettes fiscales. Dans un souci de commodité, cette part pourrait être désignée sous le nom "d'élément de dépense fiscale" du crédit d'impôt. La partie du crédit d'impôt qui excède l'impôt dû par le contribuable et qui lui est versée doit être traitée comme un élément de dépense publique et non déduite dans le calcul des recettes fiscales. Cet élément de dépense peut être désigné sous le nom "d'élément de transfert" d'un crédit d'impôt récupérable.
2. Eurostat (2009), "Enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière", communiqué de presse 103/2009 du 15 juillet 2009.

# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

### 6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétro-polés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

## 7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul        Tél. +32 2 221 52 69      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo        Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart        Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne    Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele        Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket        Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be





## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.



## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BCE	Banque centrale européenne
CE	Commission européenne
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CF	Communauté française
CF	Communauté flamande
CG	Communauté germanophone
DLU	Déclaration libératoire unique
ICN	Institut des comptes nationaux
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
INASTI	Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISSN	International Standard Serial Number
ONEM	Office national de l'emploi
OSSOM	Office de sécurité sociale d'Outre-Mer
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
RF	Région Flamande
RW	Région Wallonne
RB-C	Région Bruxelles-Capitale
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée



#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42  
documentation@nbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 26 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be





Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en septembre 2009